

**Le journal  
d'Arlette  
Laguiller**

**Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !**

**Unité  
ouvrière**  
UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 2277 - 23 mars 2012 - Prix: 1 € - DOM: 1,50 €

**Contre  
les patrons  
fabricants  
de chômage**



**Interdiction des  
licenciements !**



**Le 22 avril, votez  
Nathalie Arthaud**

p. 8-9

## SOMMAIRE

### La campagne de Nathalie Arthaud

- p 8/9 ■ Interventions aux meetings de Rouen et de Montbéliard
- Aux côtés des travailleurs de Fonderie du PoitouAlu
  - Les meetings, le site Internet, les apparitions dans les médias

### Leur société

- p 4 ■ La croissance, pour qui?
- Interdire les licenciements!
- p 5 ■ Le chômage des séniors
- Sarkozy et Hollande
  - De Marchais à Mélanchon
- p 6 ■ Parisot et «l'employabilité»
- Franchises médicales: le racket
  - Le rythme du travail s'intensifie
- p 7 ■ Le prix de l'essence explose
- Écoles de Choisy-Orly (94)
  - Choisy-le-Roi et Créteil (94): mobilisation pour Mamadou et Sinaly
- p 16 ■ Après la découverte de l'assassin de Toulouse-Montauban

### Il y a 50 ans

- p 10 ■ Les accords d'Évian

### Dans les entreprises

- p 11 ■ Fonderie du Poitou Aluminium - Ingrandes-sur-Vienne
- ArcelorMittal - Florange
  - Main Sécurité - Dunkerque
- p 12 ■ Martin - Villeurbanne (Rhône)
- GSF-Site de Rhodia Chimie - Saint-Fons (Rhône)
  - Centre hospitalier Belfort-Montbéliard
  - Assistance Publique-Hôpitaux de Paris
- p 13 ■ Communauté urbaine de Lyon
- Aéroport de Paris
  - Air France
- p 14 ■ France Télécom - Rennes
- Alcatel-Lucent
  - Thomson Technicolor - Angers
  - Amiante
- p 15 ■ La Poste
- Bus et cars de Beauvais
  - HSBC France
  - Sanofi-Aventis

### Dans le monde

- p 16 ■ Le procès de Ghislaine Joachim-Arnaud
- Mobilisation en Guadeloupe

# Les 26, 27 et 28 mai Fête de Lutte Ouvrière à Presles (Val-d'Oise)



Comme chaque année, la fête de Lutte Ouvrière 2012 aura lieu les samedi 26, dimanche 27 et lundi 28 mai. Alors, réservez ces dates !

Les cartes d'entrée sont d'ores et déjà disponibles. Jusqu'au 22 avril elles seront vendues au tarif réduit de 10 euros pour les trois jours. Des bons d'achat d'une valeur de cinq euros mais vendus quatre euros, utilisables sur tous les stands de la fête, sont également disponibles.

Vous pouvez vous procurer cartes et bons d'achat, soit auprès de nos camarades, soit en écrivant à Lutte Ouvrière - BP 233 - 75865 Paris Cedex 18. Indiquez, dans votre courrier, le nombre de cartes et de bons d'achat demandés, et joignez un chèque du montant voulu à l'ordre de Lutte Ouvrière. N'oubliez pas d'indiquer l'adresse où expédier cartes et bons. Envoi franco.

## Versez à la souscription de Lutte Ouvrière

Il faut qu'il y ait dans ce pays des militants, un parti qui continue à défendre les idées de lutte de classe et la perspective d'une transformation révolutionnaire de la société, en un mot les idées communistes. C'est le combat que veut mener Lutte Ouvrière, un combat qui nécessite beaucoup d'énergie militante, mais aussi bien sûr de l'argent.

Pour financer ses activités dans la période qui vient, Lutte Ouvrière ne peut compter que sur ses militants, ses sympathisants, sur tous ceux

qui partagent avec nous la conviction qu'il faut mettre fin à l'organisation sociale actuelle basée sur l'exploitation, le profit privé et la concurrence. C'est à eux que nous faisons appel aujourd'hui pour verser à notre souscription.

Merci d'adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de : **Association de financement du parti Lutte Ouvrière** en les envoyant à l'adresse suivante : **LUTTE OUVRIÈRE BP 233 75865 PARIS CEDEX 18**

Merci aussi de nous indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour nous permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit.

En effet, les dons à un parti politique, plafonnés par la loi à 7500 euros par an, donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme.

L'association de financement du parti Lutte Ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. Les dons d'une personne physique à un parti politique sont plafonnés à 7500 euros par an. Tout don supérieur à 150 euros doit être versé par chèque. Seuls les dons versés par chèque ouvrent droit à la réduction fiscale prévue par la loi.

## Fêtes régionales de Lutte Ouvrière

### Angers

Samedi 24 mars à partir de 16 h

Salle Aragon, rue Joseph-Barra à Trélazé

### Saint-Nazaire

Samedi 31 mars à partir de 16 h

Salle Jacques-Brel, rue du Bac-de-Mindin - Petit Maroc

### Creil

Samedi 31 mars à partir de 16 h

Salle Georges-Brassens, 136, rue Aristide-Briand à Villers-Saint-Paul

## LUTTE OUVRIÈRE

Union Communiste (Trotskyiste)

membre de l'Union Communiste Internationaliste

L'Union Communiste trotskyste qui publie Lutte Ouvrière, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte Ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone : 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1er janvier 1970 - Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. - Tirage : 14 000 exemplaires. Impression : Rotos 93 - 3, rue du Parc 93150 Le Blanc-Mesnil, téléphone : 01 48 14 21 65. - Commission paritaire des publications n° 1014 C 85576.

Lutte Ouvrière c/o Editions d'Avron 6, rue Florian - 93500 Pantin. Lutte Ouvrière (Ile-de-France) c/o Editions d'Avron 153-155 Avenue Jean-Lolive - 93500 Pantin. Téléphone : 01 48 10 86 20 - Télécopie : 01 48 10 86 26

## SUR INTERNET

[www.lutte-ouvriere.org](http://www.lutte-ouvriere.org)

[www.union-communiste.org](http://www.union-communiste.org)

[contact@lutte-ouvriere.org](mailto:contact@lutte-ouvriere.org)

Lutte Ouvrière  
l'hebdomadaire

[www.lutte-ouvriere-journal.org](http://www.lutte-ouvriere-journal.org)

Lutte Ouvrière  
multimédia  
(télé, radio, CLT)

[www.lutte-ouvriere.org/multimedia](http://www.lutte-ouvriere.org/multimedia)

Lutte Ouvrière  
audio

(version parlée de nos textes)  
[www.lutte-ouvriere-audio.org](http://www.lutte-ouvriere-audio.org)

La lettre d'information  
hebdomadaire par e-mail

Abonnez-vous gratuitement

## Adresser toute correspondance à :

**LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18**

## ABONNEZ-VOUS ! à Lutte Ouvrière et Lutte de Classe

Nom : .....Prénom : .....

Adresse : .....

Code postal : .....Ville : .....

Ci-joint la somme de : .....

par chèque à l'ordre de Lutte Ouvrière

ou virement postal : CCP 26 274 60 R PARIS

Tarif des abonnements	Lutte Ouvrière		Lutte de Classe
Destination :	6 mois	1 an	1 an
France, DOM-TOM	18 €	35 €	15 €
DOM-TOM avion	25 €	50 €	21 €
Europe, Afrique, Proche et Moyen-Orient	30 €	60 €	20 €
USA, Canada	35 €	70 €	22 €
Autre Amérique, Asie, Océanie	43 €	85 €	25 €

Envois sous pli fermé : tarifs sur demande

## Les illusionnistes

Le meeting de Mélenchon sur la place de la Bastille, à Paris dimanche 18 mars, a été une réussite par le nombre de participants. Bien sûr le PCF, qui a choisi pour candidat l'ancien sénateur socialiste et ministre de Jospin, y est pour beaucoup, avec sa capacité de mobilisation. Mais il n'y a pas que cela. La manifestation a reflété aussi à sa façon le rejet que suscite Sarkozy dans une partie importante de la population.

C'est sur ce rejet que surfe également Hollande, dont le principal argument, y compris vis-à-vis de Mélenchon, est d'affirmer qu'il est le seul à pouvoir battre Sarkozy au deuxième tour.

La montée de Mélenchon dans les sondages témoigne, en plus, d'une méfiance à l'égard de Hollande. Son langage est plus radical, lui qui parle de l'«*insurrection citoyenne*» et qui affirme que, «*devant une France défigurée par les inégalités sociales, il faut tourner la page de cet ancien régime, ce qui nous permettra de refonder la République*».

Mais, pour mettre fin aux inégalités sociales, il ne suffit pas de changer le numéro et de parler de Sixième République. Les banques, le grand patronat, la classe capitaliste ne tirent pas leur pouvoir d'une Constitution, mais de l'exploitation, du monopole qu'ils ont sur l'argent, sur les entreprises et sur toute l'économie. On ne combat pas ce pouvoir avec des mots, et seulement des mots.

Or Mélenchon ne donne que des mots, qui sonnent bien mais qui ne proposent pas d'objectifs, de programme, c'est-à-dire des armes, à ceux qui sont les victimes du système capitaliste. Il ne leur donne même pas des armes pour se défendre en cette période de crise contre les coups redoublés de la classe capitaliste, contre les licenciements, contre l'écrasement du pouvoir d'achat, contre l'anarchie de l'économie.

La perspective brandie par Mélenchon est seulement: «Faites-moi confiance, et avec un meilleur gouvernement, on fera mieux que Sarkozy.» Mais c'est un mensonge. À commencer par le fait que, si la gauche l'emporte au deuxième tour, ce «meilleur gouvernement» sera celui de Hollande et du PS. Voter pour Mélenchon, c'est simplement une autre façon de voter pour Hollande. Et celui-ci n'a ni l'intention ni les moyens d'affronter le grand patronat.

Mélenchon ne s'en cache pas: son modèle, c'est le

gouvernement de Mitterrand, c'est le gouvernement de Jospin dont il a été un des ministres pendant deux ans. Les travailleurs qui ont vécu ces périodes ont toutes les raisons d'en garder le souvenir amer des déceptions et des désenchantements.

Aujourd'hui, plus encore qu'au temps de Mitterrand, la crise est grave et la lutte de la classe capitaliste contre les travailleurs plus féroce. Dans cette guerre sociale, les travailleurs se berceraient d'illusions en croyant à un sauveur suprême.

Dans la présidentielle qui vient, la candidate de Lutte Ouvrière, Nathalie Arthaud, représente une tout autre politique. Elle consiste à dire aux travailleurs qu'ils ne peuvent compter que sur eux-mêmes et ont infiniment plus de forces pour briser le mur de l'argent que tous les ministres, de quelque étiquette qu'ils soient. Contrairement à Hollande et à Mélenchon, elle ne fait pas de promesses. Elle propose des objectifs qui permettront à la classe ouvrière, aux chômeurs, aux pauvres, de changer réellement le rapport de forces avec la classe capitaliste.

Contre le chômage, il faut l'interdiction des licenciements et la répartition du travail entre tous sans diminution de salaire. Il faut imposer à l'État de créer des emplois utiles à tous dans les services publics et procéder à de grands travaux, comme la construction du million de logements sociaux qui manquent.

Il faut imposer une augmentation générale des salaires et des retraites et leur indexation automatique sur les hausses de prix. Pour montrer que le grand patronat et les banquiers ont largement les moyens de financer tout cela, il faut leur imposer le contrôle des travailleurs et de la population sur les comptes et les projets des entreprises. En commençant par la suppression du secret industriel et commercial.

Tout cela ne pourra être imposé que par des luttes collectives, déterminées et conscientes.

Le vote pour Nathalie Arthaud ne remplace pas la lutte, mais il la prépare. Il montrera qu'il y a parmi les électeurs des travailleurs qui non seulement veulent exprimer leur colère contre Sarkozy et leur méfiance vis-à-vis de Hollande, mais savent que, quel que soit le futur gouvernement, ils auront à se battre et à gagner contre le grand patronat. Et qui savent quels sont les objectifs vitaux à imposer.

### • Taxation à 75 % des très hauts revenus

## Hollande regrette déjà

**La proposition de François Hollande concernant la fiscalité – créer une nouvelle tranche d'imposition à 75 % sur les revenus dépassant un million d'euros par an – a fait user beaucoup de salive.**

Bien évidemment, la droite sarkozienne a bondi contre cette mesure, jugée confiscatoire, mot devenu à la mode quand on parle de taxer les riches. Il n'en a pas fallu plus pour que Hollande et son équipe choisissent de l'écouter!

Ainsi, parmi les proches du candidat socialiste, il s'est trouvé des fiscalistes pour démontrer que cette mesure serait effectivement confiscatoire. Et des spécialistes de la Constitution lui auraient affirmé que cette mesure serait, telle quelle, refusée par le

Conseil constitutionnel.

François Hollande a donc aussitôt tenu à préciser que cette nouvelle tranche d'imposition serait «*une mesure morale*», «*essentiellement symbolique*». Il a insisté sur le fait que «*l'objectif n'est pas de récupérer des recettes*». En effet cela ne concernerait que quelques milliers de contribuables et rapporterait, au grand maximum, une centaine de millions d'euros.

Les lieutenants de François Hollande ont de la même manière rétro-pédalé, pour vider encore un peu plus cette mesure de sa portée réelle. «*Ce n'est pas nécessairement destiné à être permanent, et je ne serais pas choqué qu'il y ait quand même des plafonds*», a déclaré Laurent Fabius sur RTL. La réintroduction d'un bouclier fiscal pour les très riches, même sous un autre nom, est donc à l'ordre du jour. Et Fabius de préciser

que les socialistes tiendraient pleinement compte d'éventuelles réticences du Conseil constitutionnel.

Les choses sont donc claires: ce qui compte pour Hollande est d'envoyer «des signaux» pour se faire élire. Quant aux engagements réels qui pourraient permettre de modifier la situation des classes laborieuses, il ne peut rien en dire. Quel aveu!

**Bertrand GORDES**

## • Hollande, Sarkozy, Mélenchon

# La croissance, disent-ils, mais pour qui ?

**La quasi-totalité des candidats, de Hollande à Sarkozy, en passant par Bayrou ou Mélenchon, expliquent que le préalable à toute amélioration des conditions d'existence des travailleurs passe par un retour de la croissance. Un coup de pouce au smic ? Oui, répond Hollande, à condition que « nos » entrepreneurs en aient les moyens. Sarkozy, Fillon, d'autres répondent en écho : les caisses sont vides, il faut les remplir d'abord, pour ensuite redistribuer.**

La croissance, cela devrait signifier répondre de mieux en mieux aux besoins de la population. Mais pour les politiciens qui nous gouvernent et ceux qui se proposent de le faire, cela signifie d'abord la croissance des richesses, en fait celle des capitalistes.

Quand des grandes banques réalisent un coup dans des opérations spéculatives, c'est selon eux de la croissance. Quand Bouygues ou Dassault réalisent un contrat exceptionnel, l'un, il y a des années, pour construire une cathédrale qui dépasse les dimensions de Saint-Pierre de Rome, en plein cœur de la Côte d'Ivoire, pays à majorité musulmane, l'autre pour fournir des Rafale en Inde... c'est comptabilisé dans la croissance. Mais si cela en est une pour les actionnaires de ces deux groupes, ça l'est nettement moins pour les salariés en France, et pas du tout pour la population ivoirienne ou indienne. Pour ces dernières, c'est même un coût.

Améliorer l'accueil dans les écoles, dans les hôpitaux, les conditions de déplacement par le développement des transports publics, améliorer les

conditions de logement : ce serait cela la croissance réelle et profitable à la population, et cela n'a rien à voir avec la croissance des profits d'un roi du béton, d'une major du pétrole ou des grandes familles



Construire oui...si c'est pour permettre vraiment à la population de se loger.

de l'automobile ou de la grande distribution. Pourquoi en effet les laisserait-on ne choisir que ce qui est rentable pour eux ?

Pourquoi se laisser commander par le marché, c'est-à-dire par leur recherche de profit, qui ne coïncide pas forcément avec la satisfaction des besoins de la population ? De quel droit ces possesseurs de grandes fortunes, cette aristocratie moderne, aussi injuste, impitoyable et finalement aussi parasitaire que leurs ancêtres

de 1789, feraient-ils la loi ? Et, plutôt que de se soumettre à leurs volontés, parfois à leurs caprices, pourquoi ne serait-il pas possible de recenser les besoins et d'organiser la production pour les satisfaire ?

L'argent existe pour faire cela, dans les caisses des capitalistes, des banquiers, des industriels, fruit du travail accumulé de millions de salariés depuis des décennies. Il existe aussi dans les caisses de l'État, issu de l'impôt dont la plus grande part provient des classes populaires. Les moyens techniques, les compétences sont là, constitués par l'armée des travailleurs, du manoeuvre à l'ingénieur, ceux qui sont encore au travail et ceux que le chômage laisse en friche. Toutes les composantes sont réunies pour que cette croissance-là, au sens de la satisfaction des besoins réels, se développe, sans qu'il soit besoin d'enrichir les riches.

À cette croissance-là, les Hollande ou même Mélenchon – ne parlons pas des Sarkozy, Bayrou ou Le Pen – ne songent même pas. Car pour cela il faudrait une volonté de rompre radicalement avec ce système économique et social. Pourtant, face à l'impasse tragique dans laquelle nous entraînent ceux qui tiennent – si mal – les manettes de l'économie, c'est la véritable issue, et même la seule.

Jean-Pierre VIAL

# Interdire les licenciements et répartir le travail entre tous, c'est possible !

**Quand le chômage touche un total de plus de 5 millions de personnes, soit 10 % de la population active, des mesures d'urgence s'imposent. Personne ne devrait rester sans travail et surtout sans salaire.**

La situation actuelle exigerait un « plan catastrophe », comme il en existe pour des catastrophes naturelles. L'une des premières mesures serait que l'État cesse de supprimer des postes dans les services publics. Mais il faudrait aussi qu'une loi interdise tous les licenciements, au même titre qu'il existe une loi qui interdit les expulsions

locatives en hiver. Enfin, le travail devrait être réparti entre tous les bras de façon à ne laisser personne sur le carreau, personne sans salaire.

Ce serait bien, mais comment faire ? s'interrogent certains. Et pourtant, l'organisation et la répartition du travail, c'est ce qui se réalise dans tous les domaines de la production. Les patrons le font afin de réaliser le maximum de profits. Mais ils savent le faire sans difficulté. Il suffit d'ouvrir le capot de sa voiture pour constater que tout ce qu'il contient est le fruit d'une collaboration entre diverses entreprises de la même marque ou même de

marques différentes. Il faut une organisation, une répartition de toutes les tâches entre les diverses usines pour produire une voiture. Pourquoi alors, ce qui est conçu aujourd'hui dans le sens des intérêts patronaux, ne pourrait-il être pensé et réalisé demain dans le sens des intérêts de la collectivité ? Pourquoi la production ne pourrait-elle être réorganisée en fonction des bras disponibles d'une part, de la quantité de tâches à accomplir d'autre part ? En quelques jours, voire au maximum quelques mois, les capitalistes savent modifier leurs productions en fonction de leurs besoins. Quelle difficulté

aurait-il à le faire à l'échelle d'une région, d'un pays, voire à l'échelle de l'Europe ou de la planète, pour satisfaire les besoins de tous ?

Le vote d'une loi interdisant les licenciements et impliquant la répartition du travail à accomplir entre tous les bras disponibles serait une réponse à la situation de catastrophe sociale que nous vivons. Mais ce vote ne suffirait pas à assurer son efficacité. Les patrons n'apprécient pas de ne plus être entièrement maîtres chez eux. Ils ne sont sans doute pas prêts à respecter une loi qui limiterait leur liberté de licencier. C'est pourquoi les travailleurs devraient

se mobiliser pour la faire appliquer. Il faudrait imposer aux patrons, de gré ou de force, de ne pas priver un seul travailleur de son emploi, c'est-à-dire de garantir ses moyens de vivre et de faire vivre sa famille.

Un tel objectif est inscrit dans le programme défendu par Nathalie Arthaud dans sa campagne. Il est à la portée du monde du travail, s'il reprend confiance dans sa capacité à inverser, collectivement, le rapport des forces et à imposer aux patrons de prendre sur leurs profits. Et il ne serait qu'un juste retour des choses.

Lucienne PLAIN

## Réunions publiques de Lutte Ouvrière en soutien à Nathalie Arthaud

**Samedi 24 mars**

- Annemasse (Haute-Savoie)
- Nevers (Nièvre)
- Saint-Amand-Montrond (Cher)
- Thiers (Puy-de-Dôme)
- Bar-sur-Aube (Aube)
- Villeneuve-d'Asq (Nord)
- Chaumont (Haute-Marne)
- Évreux (Eure)
- Tergnier (Aisne)
- Gisors (Eure)
- Solesmes (Nord)
- Romorantin (Loir-et-Cher)

**Mardi 27 mars**

- La Ferté-Macé (Orne)
- Maubeuge (Nord)
- Cergy (Val-d'Oise)

**Mercredi 28 mars**

- Joué-les-Tours (Indre-et-Loire)
- Annecy (Haute-Savoie)

**Jeudi 29 mars**

- Marmande (Lot-et-Garonne)
- Issoire (Puy-de-Dôme)
- Amiens (Somme)
- Caen (Calvados)

**Vendredi 30 mars**

- Belfort (Territoire de Belfort)
  - Rochefort (Charente-Maritime)
  - Fourmies (Nord)
  - Pontarlier (Doubs)
  - Melun (Seine-et-Marne)
- (Pour connaître le lieu et l'heure de la réunion, consultez nos sites régionaux)*

### • Chômage des seniors

# Sarkozy surenchérit sur Hollande... et sur lui-même

Une proposition par jour, c'est ce à quoi le bateleur Sarkozy s'était engagé il y a quelque temps. Une des dernières en date prétend s'attaquer au chômage des seniors de plus de 55 ans. Elle est avant tout non seulement un nouvel épisode du feuilleton de campagne du président-candidat, mais aussi une promesse de cadeau fiscal aux patrons.

C'est sur la chaîne M6, le 18 mars au soir, que Sarkozy a proposé d'exonérer de cotisations sociales, à 100 % et de façon permanente, tout employeur qui embaucherait en CDI ou en CDD d'au moins six mois un chômeur âgé de plus de 55 ans. Sarkozy a eu aussitôt l'approbation du Medef, qui y a vu « une mesure qui va dans le bon sens », et l'appui des commentaires méprisants du conseiller Guaino, jugeant que les chômeurs seniors coûtent déjà très cher : « De toute façon, ils ont des prestations sociales, des allocations chômage qui coûtent beaucoup. »

La déclaration de Sarkozy semble avoir pour fonction, bien plus que de courtiser les chômeurs de plus de 55 ans, d'occuper le terrain en contrant Hollande sur sa proposition de « contrat de génération ». Au passage, nombre de commentateurs ont fait remarquer que la loi sur les retraites impulsée par le même Sarkozy en 2010 avait d'ores et déjà prévu une mesure d'exonération de cotisations patronales, au niveau du smic et pendant un an, pour l'embauche d'un chômeur de plus de 55 ans.

N'ayant pas soulevé l'enthousiasme du côté du Medef, où l'on attendait des mesures

sans condition d'âge, le dispositif ne fut pas appliqué et le décret d'application ne parut jamais. Quelques mois plus tard un dispositif similaire, instaurant une aide de 2000 euros à l'employeur qui embaucherait un chômeur de plus de 45 ans en contrat de professionnalisation, exonéré de cotisations patronales, ne suscitait que 4300 contrats.

Pendant ce temps, le nombre de chômeurs âgés de plus de 50 ans augmentait en un an de plus de 15 %, jusqu'à atteindre 600 000 inscrits à Pôle emploi, qui désespèrent de retrouver un emploi.

Tous ces boniments autour du chômage des seniors ne dissimulent même pas la responsabilité de Sarkozy dans son augmentation, puisqu'il a imposé en force un recul de l'âge de la retraite, en parfaite connaissance de cause quant au taux de chômage en général et à celui des seniors en particulier. Et c'est ce même gouvernement qui contribue à augmenter le chômage en supprimant des dizaines de milliers d'emplois dans les services publics, ne les compensant faiblement que par des contrats précaires mal rémunérés, seules « embauches » proposées de fait aux seniors.

Viviane LAFONT

Les patrons ne sont pas pressés d'embaucher les seniors.



### • Toutes les raisons de maudire Sarkozy

# Aucune raison de bénir Hollande

S'il y a un sentiment partagé dans le monde du travail, c'est que « si Sarkozy (ici quelques adjectifs...) repasse, ce sera catastrophique ». Ce sentiment plus que compréhensible se fonde évidemment sur l'expérience de la politique passée de Sarkozy, qui a été une longue suite d'attaques contre les travailleurs, et sur ses discours de campagne pleins de mépris à leur égard.

Mais si Sarkozy part, sa politique partira-t-elle avec lui ? S'il a bien été le chef d'orchestre des attaques antiouvrières depuis cinq ans, ce n'est pas lui qui a écrit la partition. Sacrifier les services publics pour consacrer le budget de l'État à secourir les profits des grands groupes et à assurer la rente des banquiers, laisser continuer l'hémorragie d'emplois dans le privé et en supprimer 150 000 dans le public, bloquer les salaires pendant que les prix à la consommation augmentent sans contrôle, reculer l'âge de la retraite, diminuer les remboursements des soins médicaux, couper dans les budgets sociaux : des mesures semblables

ont été prises par tous les gouvernements, dans tous les pays, car ce sont les mesures qu'exigent les capitalistes de la banque et de la grande industrie. Et ceux-ci continueront à les exiger, de tout le poids de leur argent, de leur influence, de leur État, quel que soit le résultat du scrutin.

Sarkozy battu, ce serait Hollande élu. Malheureusement, l'expérience des gouvernements socialistes passés comme les promesses de rigueur et les garanties de paiement de la dette données par le candidat montrent que les travailleurs n'ont rien à attendre d'un Hollande président. Il y a quelques mois, ce sont des

gouvernements socialistes qui, en Grèce et en Espagne, appliquaient une politique plus féroce encore que celle de Sarkozy en France. Cela laisse présager ce que sera sa politique.

Alors, bien plus que le résultat des élections, avec Hollande comme avec Sarkozy, ce sera le rapport de forces réel entre les travailleurs et le grand patronat qui sera déterminant. Rien n'empêchera les licenciements et ne contraindra les patrons à augmenter les salaires, s'il n'y a pas des millions de travailleurs dans la rue pour l'imposer puis pour le faire respecter. Dans toute leur histoire, les travailleurs n'ont obtenu que ce qu'ils ont imposé au patronat. C'est à cette perspective-là qu'il faut se préparer. Sans quoi, la satisfaction qui serait partagée le 6 mai au soir par des millions de travailleurs, pour avoir renvoyé Sarkozy à Neuilly, finirait par avoir un goût bien amer.

Paul GALOIS

### • De Marchais à Mélenchon

# Les orateurs fanfarons préparent les ministres disciplinés

Avec le succès de son rassemblement le 18 mars place de la Bastille, Jean-Luc Mélenchon affirme avoir infléchi à gauche la campagne présidentielle. Il avait déjà affirmé que « chaque fois que le Front de gauche monte dans les sondages, Hollande se gauchit et Sarkozy devient plus attentif à la question de l'excessive richesse ». Il faut croire que Sarkozy possède des informations secrètes sur les sondages de Mélenchon, puisqu'il aurait même repris son programme relatif à l'imposition des exilés fiscaux...

Au-delà des vantardises, le candidat du Front de gauche s'adresse à ces millions d'électeurs populaires qui se méfient d'un gouvernement Hollande, car ils se souviennent des promesses non tenues des précédents gouvernements socialistes. Une méfiance renforcée par le fait que Hollande ne s'engage pas sur grand-chose.

À tous ceux-là, Mélenchon affirme qu'un score élevé en sa faveur pourrait contraindre Hollande à reprendre certaines de ses propositions, à avoir une politique plus à gauche. C'est déjà ce qu'avait fait le candidat du PCF Georges Marchais face au candidat du PS Mitterrand en 1981, avec un vocabulaire plus radical que le Mélenchon d'aujourd'hui. Le slogan de Marchais était « Sans ministres communistes, pas de changement possible ». Il revendiquait

une liste imposante de nationalisations, tirée du Programme commun de la gauche signé avec le PS en 1972. Il affirmait vouloir « tout » prendre aux riches. Les militants du PCF se livraient aussi à de la surenchère nationaliste. On voyait le PCF parler de « Produisons français » et de contrôle de l'immigration. Au final, Marchais avait eu un peu plus de 15 % des suffrages à l'élection présidentielle, en recul sur les scores précédents, et avait appelé à voter Mitterrand au second tour. Ce dernier, une fois élu, avait pris dans son gouvernement quatre ministres issus du PCF. Mais ceux-ci n'ont rien pesé sur la politique de Mitterrand.

Aujourd'hui, en fait de radicalité, celle de Mélenchon se réduit à des mots ronflants et à la promesse fumeuse d'une VI<sup>e</sup> République dont personne

ne sait ce qu'elle changerait dans la vie des gens. Bien sûr, on peut prédire qu'un score favorable à Mélenchon et l'élection de Hollande pourraient favoriser, à l'issue d'un marchandage avec le PS, l'élection de députés du Front de gauche, voire même l'attribution de quelques postes de ministres à des politiciens venus de ce milieu. Mais ceux-ci ne feront que ce que Hollande décidera. Or, avec ou sans ministre du Front de gauche, avec Mélenchon à 5 comme à 15 %, les attaques antiouvrières de Hollande dépendront avant tout de la profondeur de la crise et des besoins du grand patronat. Et, une fois encore, les électeurs et certains militants se sentiront « trahis » par ces attaques venant de ceux qu'ils auront élus.

Mais, si trahison il y a, c'est maintenant qu'elle a lieu, avant les élections. Elle est le fait de ceux qui prétendent défendre les travailleurs en leur disant qu'un bon vote puis un bon gouvernement les protégeront des conséquences de la crise et de l'avidité patronale. C'est leur préparer des lendemains qui déchantent.

P. G.

## • Parisot et « l'employabilité »

### D'abord, pouvoir licencier

**De la souplesse avant toute chose: cela pourrait être le slogan de Laurence Parisot, la présidente du Medef... quand il s'agit des licenciements. Pour l'organisation patronale, « autoriser des licenciements uniquement en cas de difficulté, pour maintenir ou augmenter la compétitivité, est insuffisant; c'est prescrire le remède lorsqu'il est trop tard ».**

Selon elle, il faut faire vite et « sécuriser » les plans sociaux, c'est-à-dire éviter qu'un tribunal n'ait la tentation d'annuler un plan social en contestant la validité du motif économique invoqué par le patron. Il faut éviter de déstabiliser les chefs d'entreprise, obligés en pareil cas d'aller jusqu'à la Cour de cassation. Que de temps perdu, si on en croit la patronne des patrons!

Elle trouve cependant une consolation dans l'accord de 2008 instituant la « rupture conventionnelle », ce « fleuron de la flexisécurité à la française ». Et le Medef précise dans son programme: « Plus de 20 000 ruptures conventionnelles sont homologuées chaque mois, sans quasiment aucun contentieux. C'est la démonstration qu'un contrat de travail peut se terminer sans conflit, pour laisser place de part et d'autre à de nouveaux projets professionnels. »

Que le « projet professionnel » du salarié se résume le plus souvent à l'inscription à Pôle emploi, voilà qui n'encombre

pas la réflexion patronale. Pire même, le Medef réclame également un assouplissement des

conditions des plans de départ prétendument volontaire, une révision des indemnités de chômage et leur dégressivité. En contrepartie, les entreprises s'attacheraient à mieux former les salariés qu'elles n'ont pas mis dehors, à condition bien sûr qu'on les libère de cette contrainte fiscale

insupportable que représenterait la taxe pour la formation professionnelle (0,9 % de la masse salariale dans les entreprises de dix salariés et plus).

Voilà quelques-unes des 23 propositions que le Medef fait aux candidats pour assurer « une employabilité compétitive ». Sous le jargon, c'est une

attaque sans fard et déterminée venant de ceux qui tiennent les leviers de l'économie, quel que soit le gouvernement. Ce n'est pas une « concertation entre partenaires sociaux » qui les fera reculer, mais une lutte tout aussi déterminée de l'ensemble des travailleurs.

Sylvie MARÉCHAL

## • Étude d'un organisme du ministère du Travail

### Le rythme du travail ne cesse de s'intensifier

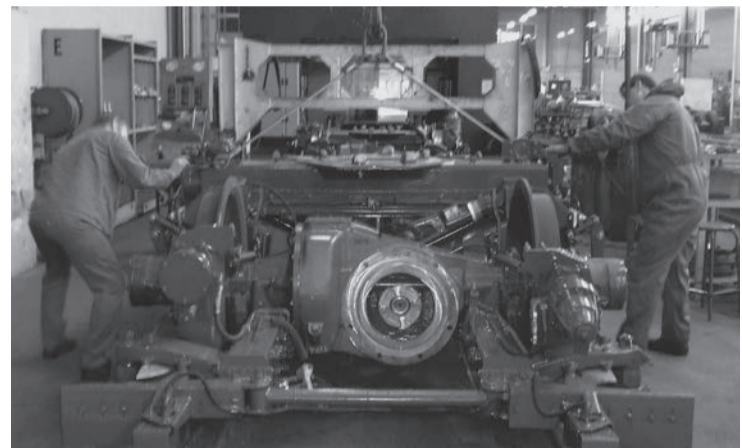
**Une récente étude de la Dares (Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques, une administration qui dépend du ministère du Travail) sur les contraintes physiques et l'intensification du travail dans le secteur privé, pour la période 1994-2010, confirme ce que bien des travailleurs connaissent chaque jour.**

Se basant sur des sondages et des mesures diverses, notamment chez les médecins du travail, la Dares en arrive à la conclusion que « globalement l'intensité du travail a augmenté, alors que les contraintes physiques ont reculé ».

Les contraintes physiques

signifient par exemple le travail debout en permanence, le soulèvement de charges lourdes, etc. Ces contraintes, qui auraient concerné 45,7 % des travailleurs du secteur privé en 1994, n'en toucheraient plus que 39,8 % en 2010. C'est encore beaucoup et la diminution n'est pas rapide. Elle traduit un lent accroissement de la mécanisation des tâches les plus pénibles du travail.

En ce qui concerne l'intensité du travail, celle-ci est, selon la Dares, déterminée par trois contraintes: les délais restreints à respecter, le contrôle permanent de la hiérarchie et le contrôle informatisé ou soumis à la cadence d'une machine. Toujours selon cette enquête, le nombre de salariés soumis à ce genre de contraintes serait passé de 28 % en 1994 à 34 % en



2003 et 36 % en 2010. En une quinzaine d'années on serait donc passé de plus du quart à plus du tiers des travailleurs du secteur privé devant supporter cela.

Si la Dares avait étendu son enquête au secteur public, à France Telecom ou aux hôpitaux par exemple, elle aurait pu constater la même

détérioration. Les chiffres ne donnent évidemment qu'une indication, mais elle est claire et bien connue dans les entreprises: au fur et à mesure que le chômage se développe, ceux qui restent au travail subissent un rythme de plus en plus rapide et un harcèlement de la hiérarchie incessant.

André VICTOR

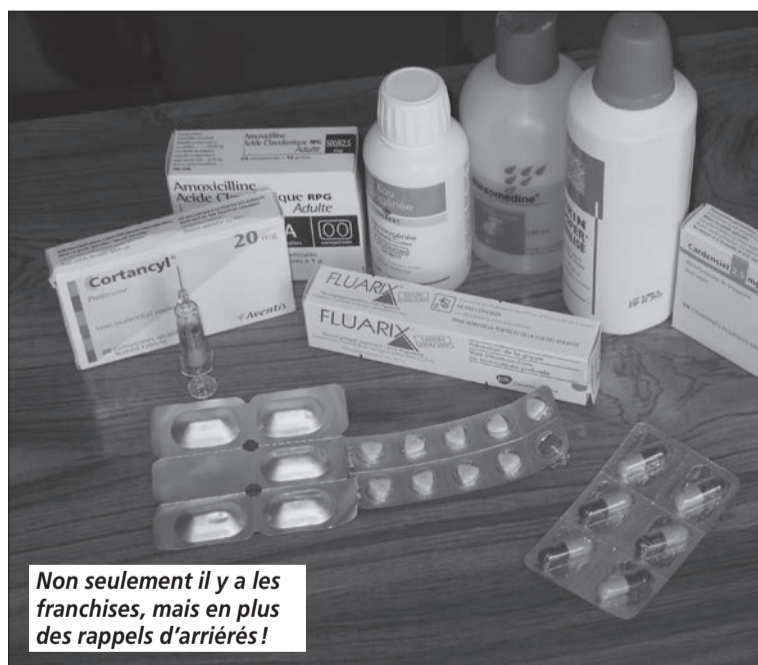
## • Franchises médicales

### Malades et assurés sociaux rackettés

**Parmi les nombreuses mesures prises par Sarkozy et Fillon pour faire des économies sur le dos des malades et des assurés sociaux, l'instauration des franchises médicales est particulièrement choquante...et rentable pour les caisses de la Sécurité sociale.**

Selon le directeur général de la Caisse d'assurance maladie, cité par *Le Parisien*, l'ensemble des franchises et participations forfaitaires aurait rapporté 7 milliards depuis 2005, soit plus d'un milliard par an.

Il y a eu d'abord le forfait hospitalier, instauré dès 1983 par la gauche au pouvoir, régulièrement augmenté depuis et qui atteint aujourd'hui la somme de 18 euros. Non remboursé par la Sécurité sociale, ce forfait peut être pris en charge par les complémentaires et les mutuelles... pour



**Non seulement il y a les franchises, mais en plus des rappels d'arriérés!**

ceux qui en disposent. Puis il y eut en 2005, sous le gouvernement Villepin, l'instauration d'une franchise d'un euro pour chaque consultation chez un médecin. Depuis 2008, les franchises touchent tous les actes: forfait d'un euro pour

les analyses biologiques et les examens radiologiques, deux euros pour les transports sanitaires, 0,5 euro pour les soins à domicile par une infirmière ou un kinésithérapeute et surtout sur chaque boîte de médicament achetée en pharmacie,

avec un plafond à 50 euros par an. Ces franchises ne sont pas remboursées par les mutuelles.

Ce dispositif bien sûr touche particulièrement les malades souffrant d'affections de longue durée (ALD). Déjà victimes de maladies graves, invalidantes, parfois à la suite de l'activité professionnelle comme dans le cas de l'amiante, ces malades sont en plus rackettés au quotidien car ils doivent se traiter en permanence.

Mais il y a pire: ces malades en ALD sont sous la menace d'un rappel de tous les arriérés de franchises depuis 2008. En effet la franchise sur les boîtes de médicaments devrait être déduite, avec plus ou moins de retard, des remboursements de la Sécurité sociale. Mais, les malades en ALD étant pris en charge à 100 % pour leur maladie, ils ne font aucune avance, ni à la pharmacie ni chez le médecin. Ils accumulent ainsi un solde débiteur à la Sécurité

sociale qui attend la première occasion pour leur faire payer les franchises. C'est ainsi que des assurés en ALD se sont vu retirer d'un seul coup 500 euros lors du versement d'indemnités journalières d'arrêt de travail! Cela représentait parfois la totalité de leurs indemnités.

Le directeur général de la Caisse d'assurance maladie a reconnu que 314 millions d'euros sont en attente de recouvrement auprès des assurés sociaux. Il confirmait ainsi les révélations du *Canard enchaîné* selon lequel Xavier Bertrand, ministre de la Santé, bloquait le recouvrement de ces sommes jusqu'à la fin de la campagne présidentielle car il voyait là une « bombe à retardement ».

En direct ou à retardement, il s'agit d'une de ces multiples ignominies du gouvernement, ni très visibles, ni très médiatisées, qui frappent les plus pauvres ou les plus fragiles.

Xavier LACHAU

### • Le prix de l'essence explose

# Il faut augmenter les salaires et les pensions

Les prix de l'essence ne font qu'augmenter et battre des records. On a même vu le litre de sans-plomb atteindre deux euros dans des stations de Paris intramuros. La faute en revient bien sûr aux distributeurs, dont les supermarchés, qui vendent plus de 80% de l'essence et augmentent leurs marges. Mais les raffineurs, c'est-à-dire les compagnies pétrolières, ne sont pas en reste et augmentent aussi leurs marges.

En dix ans, de 2001 à 2011, les marges des distributeurs et des raffineurs ont augmenté de près de 46% pour un litre de sans-plomb (14,3 centimes) et de 89% pour un litre de gazole (16,9 centimes). Et pour les trusts pétroliers, comme ExxonMobil, Total ou Shell, qui vendent des millions de litres d'essence, cela représente des centaines de millions d'euros supplémentaires pompés dans les poches des automobilistes et qui viennent arrondir leurs bénéfices déjà colossaux. En 2011 ExxonMobil a annoncé 41 milliards d'euros de bénéfices, en hausse de 35%, et Total ferait presque figure de parent pauvre avec seulement 11,4 milliards d'euros, ce qui en fait quand même la première entreprise du CAC 40.

Mais quand on passe à la pompe on remplit aussi largement les caisses de l'État, qui récupère les montants de deux impôts, la TVA et la TIPP, payés de la même façon par le travailleur, obligé de prendre sa

voiture tous les jours du fait de l'insuffisance des transports en commun, et par le millionnaire, qui ne compte pas à la dépense. Ces deux taxes représentent environ la moitié du prix du litre.

Devant cette flambée des prix de l'essence, on a vu les candidats à la présidentielle faire mine de se pencher sur la question. Sarkozy a déclaré ne pas pouvoir diminuer les taxes, car ce serait aggraver le déficit de l'État, et Hollande a proposé de bloquer temporairement les prix de l'essence, sans préciser la durée de ce blocage. Mais aucun n'a songé à l'idée pourtant toute simple que, pour faire face à la hausse des prix de l'essence et d'ailleurs de tous les prix, il faut augmenter les salaires et les pensions et les indexer sur les prix. Ce serait la seule solution pour mettre un coup d'arrêt à la dégradation du pouvoir d'achat des classes populaires. Mais manifestement ce n'est pas un sujet qui les préoccupe.

Cédric DUVAL

### • Écoles de Choisy - Orly (Val-de-Marne)

## Contre les suppressions de postes, parents et enseignants manifestent



À Choisy et à Orly, les mesures dites de carte scolaire, qui prévoient ouvertures et fermetures de postes pour la rentrée 2012, ont été annoncées avant les vacances de février. Alors qu'il est prévu 261 élèves supplémentaires dans les écoles de ces villes, le bilan est d'un poste en moins. Pourtant il faudrait dix classes et douze postes particuliers (maîtres spécialisés, maîtres de soutien lecture...) pour que la situation ne se dégrade pas.

Il faut ajouter à cela le manque de professeurs remplaçants, qui engendre pour certaines écoles la répartition des élèves dans des classes dont les effectifs montent jusqu'à 35, ainsi que le non-remplacement du médecin scolaire, parti à la retraite. Le médecin de Choisy doit désormais s'occuper de plus de 11 000 élèves.

Par ailleurs, quatre postes d'aide aux enfants vont être supprimés dans des écoles où 30% des élèves sont signalés en difficulté. C'est là où les enfants en ont le plus besoin qu'on a retiré les moyens. Par

exemple au groupe scolaire Romain-Rolland d'Orly, après la suppression du poste du maître spécialisé l'an dernier, celui du professeur de soutien à la lecture disparaîtra à la rentrée 2012. Il n'y aura plus d'aide pour un secteur de 770 élèves, pourtant classé en ZEP (zone d'éducation prioritaire) et alors que les effectifs vont augmenter l'an prochain.

Concrètement, il s'agit d'un véritable mépris social: les enfants en difficulté seront laissés à l'abandon, en fond de classe, en enlevant aux élèves le droit d'apprendre à lire correctement!

À l'annonce de ces mesures inacceptables, des parents et les enseignants se sont mobilisés contre cette logique comptable. Des actions ont commencé, écoles occupées par des parents, grève, réunion et rassemblement à l'Inspection académique de Créteil. Et la colère ne s'est pas apaisée pendant les vacances, à la rentrée, des assemblées ont réuni de nombreux parents et enseignants. Samedi 17 mars, près de 500 personnes ont défilé dans les rues de Choisy et d'Orly en criant des slogans contre la dégradation de l'école et pour le droit des enfants à une éducation digne de ce nom.

Cette manifestation, réussie, s'est terminée par une assemblée générale où les participants ont discuté de poursuivre la mobilisation.

Correspondant LO

### • Choisy-le-Roi et Créteil (Val-de-Marne)

## Grâce à la mobilisation, Mamadou et Sinaly ont été régularisés

Judi 15 mars, lycéens et enseignants du lycée Jacques-Brel de Choisy-le-Roi ont retrouvé ceux du lycée Saint-Exupéry de Créteil devant la préfecture de cette ville. Il s'agissait de soutenir deux élèves, Mamadou et Sinaly, tous deux menacés d'expulsion car ils avaient reçu une « obligation à quitter le territoire » suite au rejet de leur demande de titre de séjour.

Au lycée Jacques-Brel, le cas de Mamadou, scolarisé en terminale CAP électrotechnique, a soulevé l'indignation. Il vit à Créteil depuis quatre ans, chez son frère aîné. Suite au décès de ses parents au Mali, l'essentiel de sa



famille se trouve en France en situation régulière.

La mobilisation, menée par des enseignants participant au Réseau éducation sans frontière, a commencé avant les vacances de décembre et s'est poursuivie depuis: réunions, pétitions

des enseignants et des élèves, passage du film *Welcome* suivi d'un débat... et enfin une journée de grève pour pouvoir se rassembler devant la préfecture de Créteil.

Plus de 300 personnes se sont retrouvées pour crier « Des papiers pour Mamadou! Des

papiers pour Sinaly!» pendant qu'une délégation était reçue, comprenant les deux élèves menacés d'expulsion. Une collègue a déclaré au représentant du préfet que nous étions déterminés et prêts à revenir manifester autant de fois qu'il le faudrait. C'est peut-être la

crainte de voir se renouveler des rassemblements qui a fait reculer la préfecture. Celle-ci s'est engagée à lever immédiatement les obligations à quitter le territoire et à remettre prochainement aux élèves un titre de séjour « vie privée et familiale » leur permettant de vivre et de travailler en France.

Au retour de la délégation, dans la liesse générale, les lycéens ont fait un triomphe à leurs camarades sans papiers. Mamadou a remercié tous les participants et Sinaly a ajouté qu'avant ce rassemblement, il n'y croyait pas.

Chacun se félicite de ce succès. Se mobiliser... et gagner, cela redonne vraiment le moral!

Correspondant LO

# Nathalie Arthaud une candidate communiste

• À Rouen le 15 mars

## « Les fabricants de chômage sont ici »



À Reims, le 14 mars. 200 personnes ont participé, le 15 mars, au meeting de Nathalie Arthaud à Rouen. Elle s'en est pris notamment au « produire français » brandi comme une panacée par la plupart des candidats.

« Avec la remise en cause de Schengen, avec le retour des frontières, Sarkozy nous promet un immense retour en arrière. Ce qu'il a encore complété avec des couplets protectionnistes.

Des couplets protectionnistes que l'on retrouve chez tous les autres candidats. De Le Pen à Montebourg en passant par Bayrou, Hollande jusqu'à Mélenchon ils trouvent tous le moyen de pousser leur petit coricoro. Le « produire en France » est devenu la réponse à tout.

Eh bien, ils participent chacun à leur niveau à lanterner les travailleurs. Parce que les licenciements, les fermetures d'entreprises, c'est aujourd'hui que ça se passe. Et il y a une mesure à mettre en œuvre, d'urgence : l'interdiction des licenciements, et pour cela, nul besoin de réviser je ne sais quel traité européen, nul besoin de tirer des plans sur la comète. C'est une mesure qui pourrait être imposée immédiatement. (...)

La concurrence étrangère, la concurrence déloyale, c'est leur échappatoire. Montrer du doigt l'étranger, les autres pays, c'est une façon commode de dédouaner les capitalistes que l'on a en face de nous, ceux qui sont responsables des licenciements et des fermetures d'usines!

Les fabricants de chômage, on les a sous la main, ils sont ici, ils sont à portée de colère des travailleurs. Il ne faut pas nous en laisser détourner. Si on ne veut pas que les luttes soient

emmenées vers des voies de garage, c'est à eux qu'il faut demander des comptes.

Et puis parler de « produire français » est stupide. On va produire français avec le pétrole français? Tout ce qui est produit, chaque objet fabriqué, l'est avec des matériaux, des technologies et des pièces qui viennent des quatre coins du monde. Il n'y a pas de « produit industriel français ». Les entreprises elles-mêmes sont détenues par des capitalistes du monde entier et aujourd'hui, en France, un salarié sur quatre travaille pour l'exportation. Les échanges internationaux c'est comme la circulation sanguine, si elle s'arrête il n'y a plus de vie!

Que certains, à gauche, présentent le « produire en France » comme un mot d'ordre pour les travailleurs est une escroquerie en plus d'être stupide. Parce que dans cette économie qui est-ce qui décide de produire? C'est vous? C'est moi? Ce sont les patrons! Et quand ils décident de produire en France ce n'est pas pour nos beaux yeux, c'est pour faire des profits.

C'est eux qui ont le pouvoir de décision. C'est eux qui en jouent du « produire français », ils savent faire le chantage aux subventions, le chantage aux exonérations de cotisations sociales. Et quand ils touchent ainsi des millions d'aides publiques, c'est de nos poches que ça sort. Et cela va directement enrichir les profits privés. Alors les travailleurs qui se laissent prendre à ce

mot d'ordre ne font que tirer les marrons du feu pour le patronat.

Si les travailleurs veulent reprendre le contrôle de leur emploi, de leur salaire et de leur avenir, il ne faut pas qu'ils comptent sur la bonne volonté patronale. Et encore moins sur leur patriotisme car la seule patrie que les patrons connaissent, c'est leur portefeuille et leur coffre-fort. Regardez les succès des paradis fiscaux!

Alors non, les travailleurs doivent se concentrer sur leurs revendications à eux, sur leur emploi, leur salaire et leur retraite. Ils peuvent peser de par leur force collective sur les décisions patronales et s'ils veulent reprendre en main la direction de l'économie, s'ils veulent avoir leur mot à dire sur comment la production est organisée, eh bien, il faudra qu'ils exproprient la classe capitaliste.

Avec ce genre de discours contre les étrangers, avec les discours protectionnistes tout le monde sert la soupe à Marine le Pen, de la droite jusqu'à la gauche.

Le protectionnisme, la mondialisation sont la version moderne de la propagande nationaliste qui était dans le passé, le terrain de prédilection de l'extrême droite. Que ces idées soient aussi véhiculées à gauche ne changent rien au fait que c'est un poison pour les exploités. (...)

Pour la classe ouvrière, il n'y aura d'issue qu'à travers des luttes pour défendre ses intérêts propres, qu'à travers la conscience d'être à l'échelle du monde une seule et même classe exploitée.»

*filrouge*

Qui se ressemble, s'assemble.

Bernard Tapie a appelé à voter Sarkozy, comme il l'avait fait en 2007. Ancien ministre du socialiste Bérégovoy, affairiste fameux, il a quelques points communs avec le président-candidat. Outre le côté frimeur, tous deux ont à leur palmarès des milliers de suppressions d'emplois. Tapie en rachetant des entreprises au bord de la faillite pour trois sous pour les revendre et les fermer ensuite en jetant les salariés sur le pavé. Sarkozy en supprimant des dizaines de milliers de postes dans la fonction publique. Tout cela sans compter un goût partagé pour les croisières en yacht de luxe.

La peur du rouge fait des ravages

La FCPE (Fédération des Conseils de Parents d'élèves) organisait le 17 mars une rencontre à laquelle elle invitait les candidats à l'élection présidentielle, sauf Nathalie Arthaud. À ceux qui s'en sont étonnés, la FCPE a répondu qu'elle ne l'avait pas invitée... faute de place.

Sarkozy et ses gros sabots

« Allez voir un médecin qu'on a obligé à venir à Morlaix, ça vous plairait, vous? » C'est ce qu'a répondu Sarkozy à un journaliste dans un débat sur la désertification médicale, à partir du cas d'une habitante de 88 ans de Morlaix à qui on ne proposait un rendez-vous pour une consultation

De même, à l'occasion des rencontres féministes, organisées le 8 mars par « Osez le féminisme » et d'autres, Nathalie Arthaud, candidate d'un parti ayant toujours présenté une femme à la présidentielle, n'avait pas été invitée. Là encore, « pas assez de place... ou bien peur du communisme? »

## • Les tueries de Montauban et de Toulouse

### Des actes odieux

- Communiqué -

Je tiens à exprimer mon horreur et mon dégoût après les tueries de Montauban et de Toulouse, où le choix des victimes laisse une connotation raciste.

Qu'il s'agisse d'actes d'un déséquilibre ou de crimes à motivation plus ou moins politique, que les victimes soient des militaires ou à l'infiniment plus forte raison des enfants, ce genre d'acte ne peut soulever qu'un sentiment d'horreur.

indécente l'instrumentalisation politique de ces actes, et en particulier les appels à l'union nationale. Ma compassion et ma solidarité à l'égard des proches des victimes ne créent pour autant aucune « solidarité nationale » avec Marine Le Pen, Sarkozy, Guéant et bien d'autres.

Pour ma part, il n'est pas question d'y participer.

Nathalie Arthaud, le 20 mars

Je trouve cependant



## Aux côtés des travailleurs de la Fonderie du Poitou Alu

Mercredi 14 mars, plus de 300 travailleurs de la Fonderie du Poitou Alu se sont rendus en cars à Nanterre, dans les Hauts-de-Seine. Il s'agissait de se faire entendre des divers protagonistes patronaux, réunis ce jour-là au Tribunal de commerce pour faire le point sur les propositions des repreneurs potentiels de ce sous-traitant de Renault, en redressement judiciaire depuis cinq mois.

Venue leur exprimer son soutien, Nathalie Arthaud a rappelé: « Renault a annoncé un bénéfice supérieur à deux milliards

pour 2011, un quadruplement des dividendes versés en 2012... » ajoutant « Si Renault promet la multiplication par quatre des dividendes aux actionnaires, à des parasites, il doit pouvoir trouver de quoi assurer le maintien des emplois et des salaires de tous les travailleurs qui lui sont utiles.

Mais pour cela il va falloir le contraindre et le forcer. Aucun élu, aucun futur président de la République ne contraindra Renault à cela. Cela dépendra uniquement de vous, du rapport de force que vous lui imposerez. »

## Le 17 mars, à Montbéliard

« Travailluses, travailleurs... ces premiers mots de notre camarade Nathalie Arthaud ont été chaleureusement applaudis par un public ouvrier venant pour une bonne part des usines Peugeot de Sochaux, des sous-traitants ou encore de l'Alstom de Belfort. Plus de 320 personnes étaient présentes à cette réunion publique en ouverture de la fête annuelle de Lutte Ouvrière à Belfort-Montbéliard.

Après son intervention, notre camarade a été saluée par de nombreux participants. Plusieurs sont venus lui témoigner leur solidarité et leur satisfaction que les idées communistes soient défendues dans cette campagne, d'autres disant leur regret que la télévision ou les médias ne lui donnent pas plus de place. Des retraités de Peugeot ont aussi

fait part de leur situation avec le passage à la nouvelle mutuelle de groupe. La Mutuelle de Sochaux va être supprimée pour une nouvelle mutuelle privée, pour laquelle on ne cotisera plus en fonction de son coefficient mais de son âge. Pour les retraités ouvriers, cela va se traduire par une hausse de leurs cotisations et donc une baisse de leurs revenus.

Des militants CGT de l'hôpital ont parlé de la fusion des deux hôpitaux de Belfort et Montbéliard qui s'accompagne d'une suppression de lits et d'une rentabilisation n'ayant rien à envier à ce que fait Peugeot et ses sous-traitants dans les usines. Une situation qui ne fait qu'illustrer ce que dénonce Nathalie Arthaud dans sa campagne.

Etienne HOURDIN

## Le site de campagne

[www.nathalie-arthaud.info](http://www.nathalie-arthaud.info)

Retrouvez:

- L'agenda de la candidate
- Son blog
- Son programme
- Ses communiqués quotidiens
- Les enregistrements de ses émissions
- Le film de ses interventions publiques et de ses meetings
- Le matériel militant de sa campagne
- Une revue de presse...

## Meeting

Dimanche 15 avril à 15 heures

au **Zénith** de Paris

Parc de la Villette - Porte de Pantin

## Meetings avec Nathalie Arthaud

Nice	Toulouse	Rennes
<p><b>Samedi 24 mars</b> à 16 h Novotel Nice-Arenas-Aéroport, 455, promenade des Anglais</p>	<p><b>Vendredi 30 mars</b> à 20 h 30, Salle municipale du « 22, allée de Barcelone » Métro : Compans-Cafarelli</p>	<p><b>Mercredi 4 avril</b> à 20 h 30 Salle de la Cité, 8, rue Saint-Louis, Métro : Sainte-Anne</p>
Limoges	Creil	Marseille
<p><b>Mardi 27 mars</b> à 20 h 30 Maison du Temps Libre, derrière la mairie</p>	<p><b>Samedi 31 mars</b> à 18 h 45 Salle Georges-Brassens, 136, rue Aristide-Briand, Villers-Saint-Paul</p>	<p><b>Jeudi 5 avril</b> à 19 h 30 Château des Fleurs, 16, boulevard Michelet Métro : rond-point du Prado</p>
Lille	Strasbourg	Lyon
<p><b>Mercredi 28 mars</b> à 19 h Salle du Gymnase, 7, place Sébastopol</p>	<p><b>Dimanche 1<sup>er</sup> avril</b> à 17 h Palais des Congrès, Place de Bordeaux, Tramway : Wacken</p>	<p><b>Mercredi 18 avril</b> à 20 h Salle Irène Joliot-Curie, 68, boulevard Joliot-Curie, Vénissieux</p>

## Nathalie Arthaud dans les médias

**Jeudi 22 mars**  
à 8 h 45 sur LCP: La Matinale, invitée de Patrick Chêne  
à 17 h 30 sur LCI: Demandez le programme, invitée de Michel Field  
à 19 h 10 sur BFM TV: invitée de Ruth Elkrief

**Vendredi 23 mars**  
à 7 h 45 sur LCI: La Matinale  
de 11 h à 12 h sur Beur FM  
de 18 h 30 à 19 h sur I-Télé: Élysée 2012

**Dimanche 25 mars**  
à 13 h 15 sur Canal+: Dimanche Plus

à 18 h 10 sur BFM-TV: invitée d'Olivier Mazerolle

**Lundi 26 mars**  
de 7 h 40 à 8 h sur Canal+: La Matinale

à 12 h 15 sur France Ô: Politique Première  
à 20 h sur IDF1: invitée de Michelle Cotta

**Mardi 27 mars**  
à 7 h 50 sur France 2: Les 4 Vérités, invitée de Roland Sicard

**Mercredi 28 mars**  
de 13 h 05 à 13 h 55 sur RMC: Carrément Brunet, invitée d'Éric Brunet

**Jeudi 29 mars**  
à 7 h 50 sur RTL: invitée de Jean-Michel Apathie

**Vendredi 30 mars**  
à 7 h 45 sur I-Télé: invitée de Christophe Barbier

**Dimanche 1<sup>er</sup> avril**  
à 13 h 30 sur France Inter: 3D, invitée de Stéphane Paoli

**Lundi 2 avril**  
à 8 h 30 sur RMC et BFM-TV: invitée de Jean-Jacques Bourdin

Attention: les horaires des émissions peuvent être modifiés indépendamment de notre volonté



## Il y a cinquante ans

### Le 19 mars 1962, les accords d'Évian

# Une indépendance que le colonialisme français fit payer cher au peuple algérien

Il y a cinquante ans, le 18 mars 1962, étaient signés les accords d'Évian entre le gouvernement français et le FLN, le Front de libération nationale algérien, accords dont le premier terme était la mise en place d'un cessez-le-feu dès le lendemain. Ainsi allait prendre fin cette guerre coloniale acharnée que l'armée française mena de l'autre côté de la Méditerranée, sous les ordres des derniers gouvernements de la IV<sup>e</sup> République, à direction ou à participation socialiste d'abord, puis sous ceux de De Gaulle, avec son cortège de villages bombardés, rasés, de populations déportées ou massacrées, de viols et d'exécutions sommaires.

Le peuple algérien obtenait le droit à l'indépendance politique: c'était la fin de l'oppression nationale et, avec elle, une nouvelle dignité. Une indépendance politique qui lui avait coûté très cher: peut-être un million de morts, près du dixième de sa population, et un million de personnes internées dans les camps. Les contreparties aussi étaient lourdes car, si la bourgeoisie française dut céder, elle réussit malgré tout à maintenir une certaine dépendance économique de l'Algérie.

#### Huit années de guerre

Ces huit années de guerre avaient coûté cher aux deux millions de jeunes Français, appelés et rappelés, qui durent partir se battre en Algérie, dont 25 000 perdirent la vie dans cette guerre qui n'était pas la leur.

La guerre coûta cher aussi au million de pieds-noirs. Ces Algériens d'origine européenne devinrent la masse de manœuvre de la droite et de l'extrême droite, qui n'avaient que faire de leur avenir, mais

qui entendaient les utiliser pour peser ensuite sur la vie politique dans la métropole où beaucoup se sentirent obligés de fuir.

La guerre coûta cher enfin aux travailleurs français, qui durent faire face à un appareil d'État gangrené par des années d'exactions, par la pratique de la torture commise en toute impunité, en Algérie comme auparavant en Indochine.

La plus grande partie de l'état-major de l'armée française opérant en Algérie, refusant de renoncer à l'Algérie française, était entrée en rébellion contre le pouvoir de De Gaulle. Après l'échec du putsch des généraux en avril 1961, il devint évident qu'il n'entraverait pas la marche à l'indépendance de l'Algérie, et c'est une partie de cet état-major qui créa une organisation d'extrême droite sous le sigle de l'OAS, l'Organisation armée secrète.

L'OAS voulait creuser un fossé infranchissable entre les habitants d'origine européenne, les pieds-noirs, et le reste de la population algérienne. Beaucoup espéraient



Manifestation de joie lors de l'indépendance.

Marc Riboud

ainsi créer la base de masse d'un parti d'extrême droite, qui aurait pu s'appuyer sur les pieds-noirs rapatriés en métropole. Après les accords d'Évian, les attentats de l'OAS se multiplièrent, visant également en métropole des personnalités qui soutenaient de Gaulle, voire les organisations ouvrières.

#### La gauche, soutien bien tardif de l'indépendance

En mars 1962, tous les politiciens français, à part l'extrême droite, se déclaraient finalement partisans de l'indépendance. Mais il ne faut pas oublier que toutes les organisations politiques, y compris celles de gauche, avaient été complices du déclenchement de la guerre ou de sa continuation.

Ainsi, ce fut le chef du gouvernement socialiste Guy Mollet qui intensifia la guerre et la répression par l'envoi massif du contingent en Algérie: de 200 000 hommes début 1956, les troupes présentes en Algérie passèrent à 450 000 en juillet, afin d'assurer le quadrillage de la population que Robert Lacoste, le nouveau gouverneur socialiste de l'Algérie, réclamait depuis son intronisation. Il le fit grâce aux pouvoirs spéciaux qui furent votés au gouvernement par l'ensemble des députés socialistes et communistes, le 12 mars 1956: 455 voix se prononcèrent pour, dont celles des 146 députés du Parti communiste français, et seulement 76 contre, venant de l'opposition d'extrême droite.

Le PCF, s'il condamna la guerre, ne fit pas grand-chose pour s'y opposer. Il attendit vraiment les derniers mois de la guerre, et que de Gaulle se soit engagé dans le processus de négociation avec le FLN sur l'indépendance, pour se décider à organiser des manifestations d'ampleur contre la guerre d'Algérie.

En agissant ainsi, la gauche contribua à empêcher que les travailleurs français s'opposent à la politique gouvernementale, creusant un fossé entre ouvriers français et algériens. De cette coupure, les uns et les autres payèrent le prix. Le peuple algérien dut arracher seul son indépendance, en l'absence d'intervention des organisations se réclamant de la classe ouvrière française. Cette lutte, menée sous la seule direction nationaliste du FLN, n'allait lui donner ni l'affranchissement économique, ni la liberté attendue.

Aucune célébration officielle ne viendra commémorer la signature des accords d'Évian et la fin de cette guerre coloniale. Durant ces cinquante années, les gouvernements français ont toujours cherché à jeter un voile sur ces huit années d'une guerre atroce, qui fut le prix terrible payé par le peuple algérien pour se débarrasser du colonialisme. Ils assument le sinistre passé d'oppression coloniale de la bourgeoisie française et son présent d'exploitation impérialiste.

Aline RETESSE

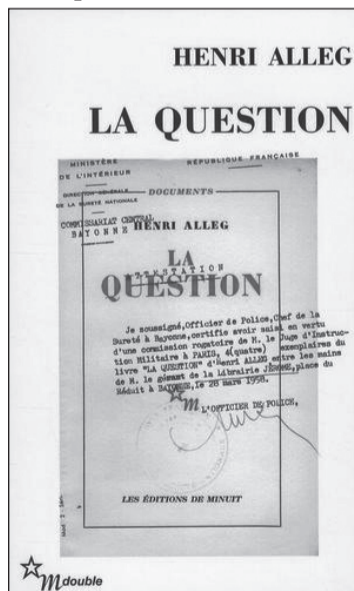
## La censure pendant la guerre d'Algérie

À l'occasion du cinquantième anniversaire de la fin de la guerre d'Algérie, les éditions de Minuit rééditent six livres épuisés ou qui avaient été saisis lors de leur parution, entre 1957 et 1962. Sur les vingt-trois ouvrages publiés à cette époque contre «l'oreiller du silence» qui étouffait les exactions des militaires français, douze furent saisis et l'un d'entre eux donna lieu à un procès.

Avec François Maspéro, Jérôme Lindon, le directeur des éditions de Minuit, fut l'un des rares éditeurs à oser publier des écrits qui dénonçaient les assassinats et les tortures pratiquées par les militaires,

en Algérie d'abord puis en France. Bien sûr, affirmait-il, «ce que nous risquions, c'était la saisie, au maximum la ruine». Il n'empêche qu'il fallait avoir le courage d'affronter un pouvoir décidé à interdire en métropole toute opposition à cette sale guerre coloniale, fût-elle limitée à des écrits, et qui poursuivait les éditeurs en justice pour «trahison à la patrie»!

Et le pouvoir pendant cette période, ce n'était pas uniquement de Gaulle mais aussi, avant lui, le président du Conseil socialiste Guy Mollet, ou le radical Félix Gaillard. C'est sous le gouvernement de ce dernier que fut saisi en mars 1958 le livre d'Henri Alleg *La question*, dans lequel il relate les tortures qui lui



furent infligées l'année précédente par des parachutistes. De Gaulle n'eut qu'à poursuivre dans cette voie, saisissant *La gangrène*, témoignage de cinq Algériens torturés

au siège de la DST, à Paris. Condamné pour *Le déserteur* de Jean-Louis Hurst, livre aussitôt interdit, Jérôme Lindon contourna la censure en publiant les minutes du procès, ce qui était alors autorisé par la loi, dans *Provocation à la désobéissance*.

La censure ne se limita pas à des livres, elle s'en prit aussi à la presse et au cinéma, où sept films furent officiellement interdits par le pouvoir. Les signataires du *Manifeste des 121*, intellectuels qui s'opposaient au colonialisme français en appelant à l'insoumission, furent de même interdits à la radio et à la télévision. Et aujourd'hui encore, cinquante ans après, un historien, Guy Pervillé, enseignant à l'université de Toulouse-Le Mirail, a vu 80%

de son article supprimé lors de sa parution dans un recueil des Archives de France (organisme dépendant du ministère de la Culture), sous prétexte qu'il ne fallait pas «risquer de rouvrir d'anciennes blessures».

Même si de nombreux ouvrages sur la guerre d'Algérie ont été publiés ces dernières années, «l'oreiller du silence» que dénonçait Pierre Vidal-Naquet n'a pas disparu.

Marianne LAMIRAL [Outre les titres cités, les autres livres réédités par les éditions de Minuit sont: *Itinéraire*, de Robert Bonnaud, *Les belles lettres*, de Charlotte Delbo et *Le désert à l'aube*, de Noël Favrelière. Leur prix est compris entre 9 et 12 euros.]

### • Fonderie du Poitou Aluminium – Ingrandes (Vienne)

# De Nanterre à Paris, les fondeurs en colère

**Mercredi 14 mars, 330 travailleurs de la Fonderie du Poitou Alu (FDPA) d'Ingrandes ont débarqué avec banderoles, tambours et trompettes devant le tribunal de commerce de Nanterre, qui devait étudier les propositions de plusieurs candidats à la reprise de la fonderie, sous administration judiciaire depuis la mise en cessation de paiement du propriétaire, Montupet.**

Sur place, ils ont reçu le soutien d'une délégation de travailleurs de la Snecma Gennevilliers, venus montrer que la lutte des fondeurs châtelleraudais est aussi celle de tous les travailleurs.

Partis dès 5 heures du matin, les fondeurs venaient rappeler aux différents protagonistes que leurs exigences n'ont pas varié depuis la grève de huit semaines qui les a vus s'opposer au projet de Montupet de baisser les salaires de 25 % au nom de la compétitivité. Ils se sont battus bec et ongles pour ne pas être réduits à des salaires de misère. Ce n'est pas pour accepter maintenant qu'on les prive de leur emploi.

À la menace d'une liquidation, ils opposent la revendication d'une reprise par Renault, propriétaire de la fonderie jusqu'à la fin des années 1990 et principal donneur d'ordres. Et, à défaut, ils exigent de Renault qu'il garantisse une charge de travail suffisante pour qu'une reprise soit possible sans licenciements ni baisse des salaires. De Renault à Montupet en passant par Teksid-Fiat et deux fonds d'investissement, qui ont été les propriétaires successifs de l'usine, ils ont produit suffisamment de profits pour ne pas être les laissés pour compte des fluctuations de la production.

Si elle a confirmé l'intérêt de plusieurs repreneurs pour



FDPA, la séance du tribunal de commerce n'a débouché sur aucun engagement, et a fortiori pas sur l'engagement de Renault à reprendre la fonderie. Renault s'engage paraît-il à fournir une charge plus conséquente à l'horizon 2014-2015, argument qui peut convaincre un repreneur.

Mais pourquoi les travailleurs devraient-ils se résigner à ce que leur sort, la vie de leurs familles, soient conditionnés par les fluctuations du marché automobile? Si crise il y

a, qu'on taille dans les profits, pas dans les salaires! Et que Renault et l'État, qui en demeure actionnaire à 15 %, cessent de tergiverser: les fondeurs ne veulent ni baisse des salaires, ni emplois sacrifiés, ni continuation d'activité par le groupe Montupet, symbole honni du mépris patronal. Ils l'ont de nouveau clamé l'après-midi même sur les Champs-Élysées, vitrine de Renault mais aussi, à leurs yeux, des fastes et des frasques sarkoziens.

**Correspondant LO**

### • ArcelorMittal – Florange

# Les sidérurgistes ne sont pas les bienvenus chez Sarkozy

**Jeudi 15 mars, deux cents sidérurgistes de Florange sont montés à Paris, à l'appel de l'intersyndicale, pour manifester devant le QG de campagne de Sarkozy afin de faire entendre leur colère.**

Un important dispositif policier avait été mis en place en guise d'accueil. À peine étaient-ils descendus des bus qu'ils étaient arrosés de gaz lacrymogène. Les journalistes présents n'ont pas été oubliés.

Cela n'a pas fait flancher le moral des troupes. Un quart d'heure plus tard, des tables et des bancs disposés dans la rue permettaient de pique-niquer sous le nez des CRS. Devant la tour Eiffel, les CRS étaient encore plus nombreux, interdisant de hisser une banderole au premier étage. Sur le chemin de retour, toutes les aires de repos étaient également bloquées par les forces de l'ordre. Ce n'est qu'à Valmy (tout un symbole) que les manifestants ont enfin pu se dégourdir les jambes!

Avec sa morgue, Sarkozy a justifié ses forces de l'ordre, en reprochant aux syndicalistes

de faire de la politique. Il voudrait que la politique reste le monopole de gens comme lui, et qu'il puisse dire tout et son contraire, renier ses promesses, narguer ceux qui défendent leur gagne-pain.

Les travailleurs de Florange ne sont pas dupes du discours du gouvernement et ont refusé de se rendre au rendez-vous que Sarkozy leur fixait à l'Élysée.

Ils défendent l'avenir de leurs emplois et du site menacé par la rapacité du groupe ArcelorMittal. Ils veulent des garanties que les hauts fourneaux ne seront pas liquidés. Des garanties non seulement de Sarkozy, auquel plus aucun travailleur ne peut croire depuis Gandrange, mais aussi des garanties de Mittal.

ArcelorMittal est riche à milliards, mais cela ne lui suffit pas. Pour faire encore plus de profits, il a inauguré une nouvelle stratégie consistant à allumer et éteindre des hauts fourneaux en fonction des aléas du

marché. Quand les commandes stagnent, il concentre toute la production sur quelques sites jugés les plus rentables et met les autres en veille pour une durée indéterminée. Aujourd'hui, sur toute l'Europe, seize hauts fourneaux seulement sont en activité, sur vingt-cinq.

Les travailleurs de Florange ne veulent pas être considérés comme une variable d'ajustement par Mittal dans sa course aux profits.

**Correspondant LO**

### • ArcelorMittal – Luxembourg

# Mittal ferme deux usines

Mardi 20 mars, ArcelorMittal annonçait la fermeture définitive des sites luxembourgeois de Schifflange et de Rodange. Sur les quatre grosses usines luxembourgeoises, deux seulement resteront en activité. Il faut préciser que,

dans les deux usines qui ne sont pas touchées par ce plan de suppressions d'emplois, les heures supplémentaires s'accumulent. Les travailleurs n'arrivent pas à prendre leurs journées de repos, faute de remplaçants. Certains sont

contraints de faire 48, voire 52 heures par semaine.

Les sidérurgistes luxembourgeois ont prévu de rejoindre ceux de Florange, à l'occasion de la journée de manifestation du 22 mars.

**Correspondant LO**

### • Main Sécurité Dunkerque

# Onze travailleurs menacés de licenciement

Main Sécurité est une société de gardiennage qui emploie 4 000 salariés en France et qui appartient au groupe Onet (55 000 employés). Une trentaine d'agents de sécurité assurent en tant que sous-traitants le gardiennage à ArcelorMittal Dunkerque et Mardyck, ainsi qu'à l'usine voisine d'Europipe. Les salaires sont de 1 100 euros par mois avec travail en 3x8 et le week-end. Aussi les travailleurs se sont mis en grève quatre jours fin février pour obtenir 80 euros brut d'augmentation, sans réussir à faire céder la direction.

Le 5 mars, jour de tempête à Dunkerque et dans le Nord-Pas-de-Calais, un huissier, que les agents connaissaient bien parce qu'il est employé régulièrement par ArcelorMittal, est passé sur deux postes de garde où les agents avaient fait grève pour vérifier s'ils faisaient des contrôles. Le lendemain, onze anciens grévistes recevaient une mise à pied à titre conservatoire avec convocation à un entretien et menace de licenciement. La direction embauchait dix personnes pour les remplacer. C'était évidemment un coup monté contre la grève et les grévistes. De son côté, ArcelorMittal, qui pose à l'entreprise citoyenne, est complice de Main Sécurité et ne serait pas mécontent de faire ainsi un exemple pour tous les travailleurs du site.

Les travailleurs de Main Sécurité, qui ont installé des tentes à proximité de la grande entrée d'ArcelorMittal Dunkerque, sont soutenus par les militants CGT des deux sites. Ceux-ci ont empêché vendredi 16 mars le passage des travailleurs menacés devant leur direction.

Il est de l'intérêt de tous que Main Sécurité abandonne les poursuites contre les travailleurs, leur paie leur salaire et les réintègre à leur poste de travail.

**Correspondant LO**

### • Martin – Villeurbanne (Rhône)

# La direction veut imposer des reculs : ça ne passe pas

Depuis le vendredi 9 mars, les travailleurs sont en grève chez Martin à Villeurbanne, usine spécialisée dans la fabrication de matériel pour l'industrie du carton et filiale du groupe suisse Bobst, un des leaders mondiaux du secteur. Sous prétexte d'améliorer la compétitivité, la direction a décidé de s'en prendre aux conditions de travail et de rémunération. Depuis plusieurs mois l'ambiance s'était dégradée, et la colère a fini par exploser.

Jusque-là, les horaires de travail étaient souples, ce qui permettait aux salariés de s'organiser plus facilement. La direction veut passer à des horaires fixes, dans le cadre d'un projet « lean » qui vise à augmenter la productivité. Les salariés s'opposent à ces nouveaux horaires et sont hostiles à ce projet, qui risque d'entraîner beaucoup de stress et des troubles musculo-squelettiques à cause des cadences accélérées.

Depuis des années, le nombre d'ouvriers en production n'a cessé de baisser, alors

que ce sont eux qui produisent et enrichissent l'entreprise. Ils sont aujourd'hui 120, pour 400 salariés au total. Pourtant, en cette période de chômage, il serait plus utile d'embaucher et de former des jeunes. Pour faire passer son projet, la direction a eu recours à un chantage : elle a menacé, s'il était refusé, de remettre en cause l'accord des 35 heures, ce qui toucherait aussi le personnel des bureaux. Elle a ainsi voulu jouer la division, tout en montrant un mépris qui révolte les travailleurs.

La coupe a été pleine quand



la direction a annoncé la remise en cause de la hausse annuelle des salaires, générale et indexée sur le coût de la vie. Elle veut la remplacer pour partie par une augmentation individuelle au mérite, autrement dit, à la tête du client. Comme l'affirme une pancarte sur les grilles de l'usine, les travailleurs sont « contre l'individualisation des salaires », qu'ils ressentent comme une attaque contre eux tous.

La direction veut imposer toutes ces mesures pour augmenter ses profits, alors que le groupe a réalisé 8 millions de

bénéfices sur les deux sites lyonnais en 2011. La grève a été totale en production et les travailleurs ont occupé l'entrée de l'usine. La presse et la télévision locale sont venues, et cette publicité n'a pas plu à ce groupe qui est très discret.

La direction a fait la sourde oreille. Mardi 20 mars, après une semaine de grève, les travailleurs ont arrêté leur mouvement, un mouvement qui leur a permis de montrer au patron qu'ils pouvaient lui répondre collectivement.

Correspondant LO

### • GSF, site de Rhodia Chimie - Saint-Fons (Rhône)

# Les femmes de ménage font reculer leur patron

À Rhodia-Chimie, le nettoyage est sous-traité depuis des années, ce qui permet à la direction d'accorder le marché au patron le moins cher, qui pour cela emploie des travailleuses toujours moins bien payées et plus précaires. Pourtant le donneur d'ordres, l'entreprise Solvay-Rhodia, a réalisé 800 millions d'euros de bénéfices en 2011 et aurait largement de quoi les embaucher directement et leur assurer des conditions de

travail décentes.

Dernièrement, avec un nouvel atelier et des exigences de sécurité alimentaires sur la production de vanille, la charge de travail a beaucoup augmenté. Rhodia n'envisage pas bien sûr de payer plus et l'entreprise en place, GSF, veut réaliser ce travail sans embauches et sans heures en plus. Alors, pour augmenter la productivité sur le dos des salariées, tous les moyens sont bons : mutation sur un autre

site d'une chef trop proche des travailleuses, lettres d'avertissement et pressions quotidiennes par des chefs qui allient mépris des femmes et arrogance.

Les femmes de ménage n'en pouvaient plus et six d'entre elles, soit toutes celles à temps complet, ont commencé une grève le lundi 12 mars pour faire respecter leurs droits. Leur mouvement a rencontré la solidarité des autres travailleurs de l'usine, qui étaient appelés à des

débrayages mercredi 14 pour les soutenir.

Ce jour-là, malgré ce qu'il lui en coûtait visiblement de raval sa fierté et de céder face aux travailleuses, le patron de GSF s'est engagé par écrit, sous la pression de Rhodia, à leur maintien sur leurs postes de travail sans augmentation de charge et à la levée des sanctions. Un premier recul, grâce à la solidarité entre travailleurs.

Correspondant LO

### • Centre hospitalier Belfort-Montbéliard

# Halte à la fusion-réduction des moyens !

**Aux Urgences du Centre hospitalier, à Montbéliard, il est de plus en plus fréquent de voir des patients qui attendent des heures avant d'être pris en charge, et des dizaines d'heures sur un brancard avant d'avoir un lit, souvent dans un service ne correspondant pas à leur pathologie, ou alors qui sont renvoyés chez eux.**

Ce n'est nullement lié à une épidémie ou un afflux accidentel de malades : médecins et personnel, en sous-effectif permanent, sont débordés, le nombre de lits et de places étant de plus en plus réduit dans les services d'hospitalisation.

Les difficultés des Urgences

reflètent une dégradation continue dans tous les secteurs de l'hôpital.

Assurer un accueil, une attention et des soins corrects aux malades devient de plus en plus mission impossible pour le personnel épuisé. Mais, d'après la direction, les effectifs seraient globalement adaptés à l'activité ! Et, de toute façon, il faut encore accélérer les restructurations, la suppression de doublons entre Belfort et Montbéliard.

Les services de pédiatrie, de diabétologie, d'ophtalmologie, de neurologie, toute l'oncologie, avant la traumatologie dans quelques semaines, sont fusionnés et réduits, fermés sur l'un ou l'autre site. Alors, les patients sont poussés dehors,

incités à sortir toujours plus vite pour faire de la place. La mutualisation des moyens, c'est aussi la multiplication des navettes entre Belfort et Montbéliard pour transporter des malades, du linge, des repas, du matériel, pour certains examens de laboratoire, et ce n'est pas non plus synonyme de qualité des soins.

Cette frénésie d'économies a aussi un but immédiat : financer le nouvel hôpital en construction, entre Belfort et Montbéliard, qui devrait ouvrir en 2015. Le gouvernement n'ayant apporté que 150 millions de crédits, le Centre hospitalier doit, sur son budget, emprunter (et rembourser) 200 millions aux banques pour un projet immobilier appelé

Site unique, qui doit remplacer les deux sites de Belfort et Montbéliard. Il devrait être dimensionné à 750 lits et places, soit la moitié des capacités d'accueil, avant la fusion, des deux hôpitaux publics, pour couvrir un territoire étendu de 330 000 habitants.

Comme l'a dit notre camarade Nathalie Arthaud, interrogée par Radio France Bleu après son meeting à Montbéliard : « À partir du moment où l'État décide de réserver son argent pour les grands industriels, les banquiers, qu'il les inonde de milliards, il n'y en a plus pour les hôpitaux, pour empêcher les déserts médicaux. »

Correspondant LO

### • AP-HP

# Les malades et le personnel dans de beaux draps

Les médias se sont fait l'écho de la pénurie de linge dans certains hôpitaux de l'Assistance publique. Des membres du personnel, des patients et même des médecins responsables de services ont témoigné de la difficulté à se procurer des draps, des alèses, des taies d'oreiller, des blouses. C'est au point que certains soignants se décident à rapporter leur tenue de travail à la maison pour la laver eux-mêmes, malgré les risques de dissémination et de propagation de germes entraînées par un lavage domestique. D'autres courent après les stocks de draps propres, distribués au compte-gouttes.

Les témoignages les plus choquants sont ceux de patients. À l'hôpital Henri-Mondor de Créteil, par exemple, une malade disait avoir apporté sa propre couverture, faute d'en avoir reçu à l'hôpital. Des soignants relatent leur embarras, faute de draps de rechange, leurs astuces pour recouvrir les parties maculées avec un linge propre.

Des militants syndicaux mettent en cause, notamment, la gestion à flux tendu, depuis plus d'un an, de la blanchisserie de l'AP-HP. Il s'agirait d'éviter, pour des raisons d'économies, que les services stockent des draps pour en avoir à disposition, – ce qui est la moindre des choses. Cette pratique d'« immobilisation d'argent » serait traquée par les gestionnaires de l'AP, en tant qu'inadmissible.

Des responsables de la blanchisserie, regroupée pour Paris à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière, évoquent 16% de « manque de retour de linge sur les livraisons quotidiennes », laissant entendre que le personnel jetterait inconsidérément des draps maculés ou déchirés. Ils osent même parler de vols.

Ainsi, dans un pays pourtant riche, les malades ou les proches se voient solliciter, à cause du manque de personnel, pour fournir de l'aide ou pour apporter du linge ou même des médicaments : la politique de rentabilisation des hôpitaux publics et d'économies sur la santé touche à l'absurde.

Viviane LAFONT

### • Grand Lyon – Communauté urbaine

# Les éboueurs s'opposent à la privatisation

En grève depuis le 12 mars, les éboueurs du Grand Lyon protestent contre la décision de son président, Gérard Collomb, également maire socialiste de Lyon, de réorganiser les secteurs de collecte des ordures entre sociétés privées et régie publique. Ils craignent que l'activité ne soit progressivement entièrement transférée au privé.

Actuellement, des entreprises privées, dont Veolia, assurent en délégation de service public le ramassage des ordures dans cinq arrondissements de Lyon sur neuf, ainsi que la moitié de Villeurbanne et une partie de la banlieue. La nouvelle répartition prévoit de donner au privé la totalité de Lyon et Villeurbanne, tandis que la régie publique s'occuperait des 56 communes périphériques.

Les travailleurs ont bien compris que cet échange apporterait d'abord une dégradation de leurs conditions, avec de plus grandes distances à parcourir, donc plus de temps de travail. Mais de plus ils estiment que cette nouvelle

répartition sera avantageuse pour le privé, parce qu'il aura la zone la plus concentrée. Les grévistes réclament donc le maintien de la situation actuelle, estimant qu'il n'y a aucune raison de favoriser le privé dans cette activité d'utilité publique.

Les organisations syndicales ont mis en avant une autre revendication : ne plus travailler les samedis. Cela plaît aussi aux travailleurs, qui considèrent que cinq jours d'un travail harassant c'est bien suffisant. La direction se dit intransigeante sur la réorganisation, mais sans doute prête à des concessions sur les samedis.



Les conséquences de la grève se voient... et se sentent de plus en plus dans les quartiers de Lyon et de banlieue qui ne sont pas collectés. De leur côté, les grévistes semblent déterminés et ont même renforcé leur mouvement face aux provocations des responsables du Grand Lyon : à la fin de la semaine, lorsqu'ils ont tenté de faire faire le travail par des intérimaires, les grévistes ont bloqué les dépôts de Villeurbanne et de Gerland pour

empêcher les camions de sortir. Cependant, une partie du collectage des grévistes a été assuré par le privé. Et le ton est monté d'un cran lorsque le responsable de la propreté au Grand Lyon, Thierry Philip (PS), a osé prétendre que les éboueurs du service public étaient bien payés pour peu d'heures effectivement travaillées.

Suite au blocage des dépôts, la mairie a fait assigner les

responsables syndicaux en justice pour entrave à la liberté du travail. Mais cela n'a fait qu'augmenter la colère et la mobilisation des grévistes. Une manifestation était organisée lundi 19 mars pour accompagner les syndicalistes au tribunal... où ils ont appris que l'assignation était levée. Cela a été pris comme un premier recul de la municipalité et a conforté les grévistes pour continuer et amplifier leur mouvement, qui rassemble selon les syndicats 70 % des éboueurs.

Un appel à étendre la grève à l'ensemble du personnel de nettoyage a été lancé pour jeudi 22 mars. Car, comme le disait un gréviste, « c'est un comble de voir un maire PS favoriser ainsi une entreprise privée au détriment du public ».

Correspondant LO

### • Aéroports de Paris

## C'est Byzance... pour les actionnaires

La société ADP (Aéroports de Paris), qui détient et exploite quatorze aéroports en France, dont Roissy, Orly et Le Bourget, vient de mettre la main sur le premier opérateur aéroportuaire de Turquie, TAV, et du même coup sur l'aéroport Atatürk d'Istanbul, avec 37,5 millions de passagers par an.

Douze aéroports gérés par TAV en Turquie, mais aussi en Tunisie, Macédoine, Géorgie et Lituanie, tombent ainsi dans l'escarcelle d'ADP qui ne cesse de s'étoffer. Récemment, ADP a raflé l'aéroport croate de Zagreb, après celui d'Amman en Jordanie et un autre sur l'île Maurice, et plusieurs encore, dont certains en Chine et au Mexique. Cette société détient 37 plates-formes aéroportuaires de par le monde, soit un cumul de 180 millions de passagers, avec les redevances et retombées diverses que génère un tel trafic.

ADP intervient dans le domaine des prestations aéroportuaires (gestion de trafic aérien, stationnement des avions, infrastructures, etc.), qui représente les trois quarts de son chiffre d'affaires. Mais il construit aussi des aéroports. Il possède également un vaste parc immobilier d'hôtels, de bureaux, de dizaines de milliers de boutiques hors taxes et autres commerces dans les

aérogares. ADP tire aussi ses revenus de l'assistance en escale : manutention des avions, passage des bagages, contrôle des passagers.

La récente grève des agents de sûreté aérienne a jeté une lumière crue sur la façon dont ADP sous-traite cette activité à des sociétés sélectionnées pour lui coûter le moins possible, avec comme conséquence que des milliers d'agents de sûreté, travaillant en fait pour le riche ADP, touchent parfois moins que le smic pour un emploi éreintant.

Quant aux redevances aéroportuaires qu'empoche ADP (pour qu'un avion ait le droit d'atterrir ou de décoller avec des passagers, de stationner sur site, d'accéder aux jetées et passerelles d'embarquement...), elles représentent une bonne part et parfois plus de la moitié du prix du billet acquitté par le passager.

On le voit, si nombre de compagnies aériennes vont mal, ou le prétendent, les grands opérateurs aéroportuaires en tout cas se portent très bien.

Ancien établissement public, ADP a été partiellement privatisé en 2006. Depuis, l'État ne détient plus que la moitié du capital, un bon quart appartenant à des propriétaires institutionnels, le reste à des particuliers, dont une très faible part de salariés. Dès la première année, et c'était le but de la privatisation, ADP a vu son chiffre d'affaires et surtout ses bénéfices doubler. Et si, avec la crise financière de 2008, ses résultats se sont un peu tassés, ils lui ont quand même permis d'acheter 38 %

du capital de TAV sur ses fonds propres.

Le PDG d'ADP dit attendre de cette opération un « retour d'investissement à deux chiffres » dès 2013. Les 11 à 15 % de profits par an qu'il promet à ses actionnaires sont à l'image d'une économie capitaliste en crise, où ce qu'on appelle investissement consiste surtout à s'emparer de parts de marché, en l'occurrence des parts du marché aéroportuaire mondial.

Pierre LAFFITTE

### • Air France

## La direction creuse les pertes... à son profit

Depuis quelques mois, la direction d'Air France-KLM ne cesse de dire qu'elle perd de l'argent. Le dernier chiffre annoncé par elle, ce mois-ci, faisait état de 809 millions d'euros de pertes. Et, bien sûr, la direction ne se fait pas faute d'en rajouter en interne afin de convaincre ses salariés, qui n'y sont pourtant pour rien, qu'ils devraient consentir à des sacrifices supplémentaires en termes d'emploi, de salaire, d'organisation du travail et de congés pour combler ce trou.

Mais ce que la direction se garde bien de dire, c'est que ces pertes, qu'elle présente comme effrayantes, ne l'effrayent plus

du tout dès lors qu'elle en profite.

Qu'on en juge : au moment même où la direction de la compagnie s'attaque à l'ensemble du personnel en invoquant le fameux trou, elle vient de provisionner 98 millions d'euros... au titre de la retraite chapeau de 35 très hauts cadres.

Cette somme, plus de 12 % du « trou », permettra à ces privilégiés de toucher à vie 40 % de la moyenne de leur salaire de fin de carrière, précisément quand il est au plus haut. À titre d'exemple, cela représente approximativement 25 000 euros par mois pour

l'ex-PDG de la compagnie, parti fin 2011.

Comme disent certains travailleurs des ateliers d'Air

France, ce n'est même plus une retraite chapeau, mais une « retraite château » !

Correspondant LO



## • France Télécom – Rennes

# Pour l'embauche des prestataires



**Le groupe France Télécom utilise des salariés en sous-traitance pour éviter d'embaucher. Ces ingénieurs ou techniciens travaillent dans le cadre de contrats de mission qui sont renouvelés – ou pas – selon les besoins. France Télécom fait pression sur les sociétés de services en ingénierie informatique (SSII) qui emploient ces travailleurs pour avoir les prix les plus bas et cela se répercute sur leurs salaires et leurs conditions de travail.**

Dans la zone Atalante de Rennes, qui sert de vitrine pour vanter le soi-disant dynamisme de l'emploi dans les hautes technologies, environ 2000 salariés sont employés directement par France Télécom.

Au moins autant, répartis dans plus de 50 sociétés de services, travaillent comme prestataires pour le même groupe!

Il y a deux ans, les salariés d'Equant (filiale de France Télécom) et les prestataires avaient

contraint leur direction à embaucher 150 d'entre eux. L'inspection du travail avait identifié les méthodes des patrons de la zone Atalante comme s'apparentant au délit de marchandage, c'est-à-dire au prêt de main-d'œuvre illégal.

Aujourd'hui, France Télécom a mis en place des artifices pour mieux dissimuler le travail des prestataires. Ceux-ci sont changés de mission tous les 18 mois, quitte à revenir sur une mission précédente! Des

instructions ont été données aux chefs pour que les prestataires fréquentent le moins possible les locaux du groupe et ne viennent sur place que deux ou trois jours par semaine. Ces méthodes, qui compliquent le travail d'une façon absurde, montrent aussi le mépris des dirigeants et de la hiérarchie envers des salariés qui travaillent ensemble. À leurs yeux, les salariés prestataires sont une main-d'œuvre jetable qui a juste le tort de ne pas être complètement transparente!

Une pétition demandant l'embauche dans France Télécom de tous les prestataires qui le souhaitent a recueilli 1 300 signatures. Environ 200 salariés de tous statuts ont participé au rassemblement organisé le jeudi 15 mars. Ils ont ensuite défilé dans les bâtiments de France Télécom et des SSII jusqu'à la direction régionale de France

Télécom, au cri de « Halte à la précarité, embauche des prestataires ». La directrice a fait semblant de découvrir la situation, et les a renvoyés vers d'autres responsables, espérant sans doute enterrer l'affaire.

Mais personne n'est dupe. Cette manifestation a contribué à donner le moral aux travailleurs pour approfondir et étendre la mobilisation. Rendez-vous est pris pour aller demander collectivement des comptes aux dirigeants dans deux semaines. Les patrons de France Télécom et ceux des SSII ne pourraient pas faire rentrer leurs profits sans le travail de tous leurs travailleurs, quel que soit leur statut. Et avec 3,8 milliards d'euros de bénéfices en 2011, France Télécom a largement de quoi embaucher!

Correspondant LO

## • Alcatel-Lucent

# Une journée de grève pour les salaires

Après la manifestation du 10 février, qui avait rassemblé plus de 750 salariés devant le siège social parisien d'Alcatel-Lucent, une journée de grève était programmée lundi 12 mars pour protester contre le gel des salaires. Et ce fut une réussite. Plus de 1000 salariés étaient à nouveau devant le siège, à l'appel de l'intersyndicale, venus

des sites de Vélizy, Villarcieux, Colombes, Calais, Ormes, Eu, Orvault (Nantes), Lannion, Brest, Illkirch.

Sur les sites de province, des manifestations étaient aussi organisées, comme à Lannion, où 300 salariés bloquaient le site, ou à Illkirch où 300 salariés également étaient rassemblés.

À Paris, la manifestation

s'est déroulée sous le soleil dans une ambiance très festive, avec la présence d'une troupe de comédiens et d'un groupe de percussions conviés par l'intersyndicale. Un lancer d'avions en papier portant des slogans contre le 0% d'augmentation dans le hall du siège a aussi connu un franc succès. Une délégation syndicale a été reçue par

le directeur général, Verwaayen. Les salariés ont ensuite envahi pendant plusieurs heures le rez-de-chaussée du siège social pour se faire entendre et refaire la décoration, à base d'autocollants, de tracts froissés, de rouleaux de papier toilette et de vieilles chaussures.

Jusqu'ici le message de la direction reste inchangé : gel

des salaires, malgré le milliard d'euros de bénéfices du groupe, et malgré l'augmentation de 35% de la rémunération de la haute direction en 2011. Des assemblées générales sont donc prévues sur les différents sites pour décider de la suite du mouvement.

Correspondant LO

## • Thomson Technicolor – Angers

# Non au chantage de la direction

**Mardi 13 mars, la première manifestation des salariés de Thomson Technicolor à Angers a été une réussite. Plus de 600 personnes ont défilé jusqu'à la préfecture, pour protester contre les menaces de fermeture pesant sur le site et sur ses 350 travailleurs: ce jour-là, l'usine était vide!**



Aux salariés de Technicolor Angers s'étaient joints plusieurs dizaines de leurs camarades de Rennes et d'Issy-les-Moulineaux, en lutte contre les licenciements que le groupe a annoncés dans leurs sites; et c'est avec le renfort de nombreux travailleurs angevins de la métallurgie ayant débrayé pour l'occasion que les ouvriers de Thomson ont traversé la ville, s'adressant à la population et recevant un accueil chaleureux.

La direction répète à tout va que l'usine d'Angers, qui produit aujourd'hui des décodeurs après avoir longtemps fabriqué des téléviseurs, n'est plus rentable, qu'il n'y aura plus guère de commandes après juin et que, sans

un nouveau repreneur, le site serait condamné. Mais Frédéric Rose, le PDG de Technicolor, a vu son salaire passer, en deux ans, de 0,4 à 2,3 millions d'euros et les actionnaires de Thomson ont empoché, pendant des décennies, de confortables dividendes sur le dos des ouvriers. Bien sûr, le groupe a aussi reçu des aides publiques. De l'argent accumulé, il y en a, pour maintenir les salaires et les emplois.

L'usine comptait plus de 1 200 salariés en 2001. Cette nouvelle attaque succède à bien d'autres. Les salariés ont déjà fait l'expérience de plusieurs repreneurs, dont la plus récente en 2005, quand Thomson a fait alliance avec TCL, premier constructeur chinois de

téléviseurs, pour créer TTE. Les 105 salariés transférés ont été licenciés en 2007. Par ailleurs, Thomson a transféré son centre de dépannage en créant Anovo Beaucozé. Sur les 107 salariés transférés, 65 ont été licenciés fin 2011.

Le maintien des emplois à la sauce de la direction, c'est donc du pipeau! Mais elle ose encore exercer son chantage: l'usine devant être vendue, il faudrait accepter d'être repris, à des conditions inacceptables, par des partenaires hypothétiques, sans aucune garantie pour l'avenir... et sans indemnités de départ. Ce chantage, les travailleurs sont nombreux à le refuser et à juste titre.

Correspondant LO

## • Amiante

# Salariés en danger de mort

Selon le syndicat patronal du retrait et du traitement de l'amiante, il y a actuellement 2000 à 3000 chantiers mensuels de désamiantage, auxquels s'ajoutent ceux où travaillent des électriciens, des chauffagistes et des plombiers, confrontés eux aussi à l'amiante. En tout, le travail en présence d'amiante concerne aujourd'hui environ 1,8 million de personnes.

Des mesures de protection ont été prises pour parer au danger mortel que représente l'amiante, mais uniquement par rapport à un certain type de fibres appelées OMS. Elles ne prennent pas en compte d'autres fibres, dites fines et courtes, qui constituent pourtant 85% des fibres d'amiante. Or, des études menées par des organismes publics depuis

2009 en montrent le caractère toxique ou cancérigène.

Le gouvernement a prévu de publier en juin un décret diminuant par dix le taux de fibres autorisé sur les chantiers où des travailleurs sont exposés à l'amiante. Mais ce texte ne serait applicable qu'à partir de 2015, « parce que les entreprises ne sont pas prêtes », explique le directeur général du Travail. Par ailleurs, alors que depuis 2009 une loi oblige les employeurs à former leurs salariés à la prévention des risques liés à l'amiante, un décret paru le 12 mars en assouplit les modalités.

Pour le gouvernement, la santé financière des entreprises passe avant la santé, et même la vie, des travailleurs de l'amiante.

M.L.

### • La Poste

# Malgré la série de suicides La direction maintient sa politique

Après les deux récents suicides de postiers en Bretagne, faisant suite à celui d'une employée des Chèques postaux quelques mois auparavant, le directeur général de La Poste, Jean-Claude Bailly, a décidé d'envoyer une lettre aux quelque 280 000 postiers. Contrairement à ce qu'avait indiqué la presse, il n'annonce ni une remise en cause, ni même la suspension des suppressions massives d'emplois en cours et des réorganisations continues qu'elles entraînent. Bien au contraire.

Après avoir fait distiller auprès de la presse l'information, aussitôt reprise, que le directeur de La Poste, ému par les suicides, allait prendre une mesure de suspension des réorganisations en cours, Bailly a mis les choses au point de façon provocatrice dans une lettre aux postiers. « J'ai reçu les organisations syndicales et je les ai écoutées. J'ai partagé avec elles la nécessité de poursuivre la dynamique d'adaptation de La Poste », déclare-t-il. Non seulement Bailly ne change rien au plan de dizaines de milliers de suppressions d'emplois dans lequel il est engagé, mais il présente cela comme une demande des organisations syndicales,

alors que celles-ci lui avaient demandé au contraire un moratoire, c'est-à-dire une suspension de ses plans.

Quant à la situation actuelle, pour Bailly tout va bien, puisqu'il affirme: « La Poste a déjà mis en place de nombreuses actions pour accompagner individuellement les postiers. »

Quant à la grande annonce promise, c'est une vraie farce: « J'ai décidé de lancer dès maintenant un grand dialogue sur la vie au travail, avec l'objectif de renforcer la cohésion sociale et le bien-être au travail. » Mais, pour que personne ne se fasse la moindre illusion, Bailly précise à nouveau: « Pendant cette



Manifestation contre les suppressions d'emplois à La Poste.

période, l'adaptation de l'entreprise ne peut s'arrêter. Une entreprise, cela se dirige en donnant du sens et du mouvement, pas en lui demandant de faire une pause. » Voilà la conception de ce que ce monsieur appelle le « dialogue social » et la réponse qu'il adresse aux dirigeants syndicaux. La seule suspension décidée jusqu'en septembre est... la mise en place de l'actionnariat salarial, dont tout le monde se moque et qui n'a rien à voir avec les problèmes en cours.

Les postiers savaient déjà à quoi s'en tenir, face à leur direction qui les traite comme de simples pions, leur demande toujours plus de sacrifices et,

en prime, affiche son mépris permanent non seulement vis-à-vis d'eux mais même vis-à-vis des règles élémentaires du droit du travail. Plus de dix mille suppressions d'emplois en 2011, encore au moins autant en 2012: voilà à quoi il faut mettre un terme de façon définitive et sans délai.

Quelle va être la réaction des directions des fédérations syndicales de La Poste face à une telle provocation? En tout cas les postiers, qui sont indignés de la lettre de leur patron et de ce qu'elle annonce pour l'avenir, ne manqueront pas de faire savoir haut et fort ce qu'ils pensent.

Paul SOREL

### • Beauvais

# Les chauffeurs de cars et de bus en grève

La quasi-totalité des 300 chauffeurs de bus et d'autocars de la société Cabaro, filiale de Veolia Transports, qui gère les transports en commun urbains et interurbains de Beauvais, sont en grève depuis le lundi 19 mars. Les revendications principales portent sur les salaires et le paiement des repos compensateurs.

En effet les chauffeurs finissent par avoir droit à un nombre important de ces repos

compensateurs, qu'ils n'arrivent ni à se faire payer, ni à transformer en véritables jours de repos, faute de remplaçants. La direction doit ainsi 72 jours à l'un des chauffeurs, et elle devrait déboursier près de 700 000 euros pour régler l'ensemble de la facture!

Quant aux salaires, ils arrivent à peine à 1 500 euros net, pour un travail fatigant, stressant, demandant une vigilance

de tous les instants et avec des amplitudes horaires importantes: la journée peut commencer à 6 h et se terminer à 21 h, avec plusieurs coupures entre-temps.

Dans les transports en commun, la loi oblige chacun à se déclarer gréviste 48 heures à l'avance. C'est ce qu'avait fait 97% du personnel la semaine précédente. Ne voulant pas y croire, la direction a tenté de

faire pression sur les chauffeurs par l'intermédiaire de ses cadres. Peine perdue: le lundi matin, l'ensemble des cars et des bus étaient à l'arrêt au dépôt.

Une première réunion de négociations mardi 20 mars n'ayant rien donné, la grève était reconduite pour la journée suivante.

Correspondant LO

### • HSBC France

# Pouvoir d'achat en berne, mobilisation à la hausse

Mardi 20 mars au matin, environ 400 salariés de la banque HSBC se sont retrouvés pour manifester sur les Champs-Élysées à Paris, venus notamment de Nanterre et de Paris. Plus de 15% du personnel s'était mis en grève, une quarantaine d'agences ont été fermées. Cela faisait longtemps qu'une telle mobilisation n'avait pas eu lieu.

Il y a en effet de quoi réagir. La banque britannique HSBC (Hong-Kong and Shanghai Banking Corporation), l'une des plus grosses du monde, œuvrant particulièrement en Asie, vient d'annoncer un bénéfice de 16,8 milliards d'euros en 2011, en hausse de 27% par rapport à 2010. Sa filiale en France a distribué 100 millions d'euros d'acomptes de dividendes aux

actionnaires et a annoncé dans le même temps aux salariés qu'ils ne toucheraient rien au titre de la participation et de l'intéressement.

La direction prétexte la crise de la dette souveraine dans la zone euro, qui aurait fortement diminué le bénéfice de la « banque de marchés » en France. HSBC fait partie de ces

grandes banques qu'on appelle pudiquement « les marchés financiers » et qui spéculent à qui mieux mieux, au point d'entraîner vers la catastrophe toute l'économie de la planète. Mais les salariés ne sont en rien responsables des choix de la direction, il n'y a donc aucune raison que ce soient eux qui paient.

Correspondant LO

### • Sanofi-Aventis

# Seuls les actionnaires se soignent

Le groupe Sanofi Aventis a fait 8,8 milliards de profits en 2011. Mais il envisage la fermeture pour 2015 de l'usine de Fawdon, située près de Newcastle au Royaume-Uni. Cela signifie le licenciement de près de 450 travailleurs. Parmi les raisons avancées par la direction, il y a la baisse des ventes et le prix soi-disant élevé pour la production du paracétamol, qui serait désormais fabriqué dans l'usine Sanofi de Goha en Inde. Il serait également question de vendre l'usine Holhovec de Zentica en Slovaquie, qui emploie 788 salariés.

Ces milliards de profits que le groupe fait chaque année ne serviront donc pas à maintenir les emplois, ni à augmenter les salaires, en particulier ceux des travailleurs indiens. Ils ne serviront pas non plus à vendre des médicaments à des prix plus bas.

Cet argent va surtout servir à engraisser les actionnaires, qui toucheront 3,5 milliards d'euros de dividendes, soit 40% des profits. L'an prochain, il serait question qu'ils se partagent 50% des profits.

Tout cet argent est perdu pour la collectivité. Une preuve de plus de la nécessité d'enlever aux capitalistes leur pouvoir de diriger l'économie.

Aline RETESSE

## • Martinique

### Procès de Ghislaine Joachim-Arnaud

# C'est le procès d'une caste possédante et exploiteuse qu'il faut faire !

Le 29 mars en Martinique, la cour d'appel de Fort-de-France doit juger en appel Ghislaine Joachim Arnaud, secrétaire générale de la CGTM, dirigeante de l'organisation communiste révolutionnaire antillaise Combat Ouvrier et porte-parole, en Martinique, de la candidate de Lutte Ouvrière à l'élection présidentielle, Nathalie Arthaud.

Le tribunal correctionnel de Fort-de-France avait, en mars 2011, condamné en première instance notre camarade à 3000 euros d'amende, 1 euro de dommages et intérêts ainsi qu'à publier le jugement dans la presse, sur plainte de l'association Collectif DOM.

Cette association, dirigée par un des principaux capitalistes de l'île, reprochait à Ghislaine Joachim-Arnaud d'avoir écrit en créole, dans le livre d'or d'une émission de la chaîne de télévision ATV qui l'avait invitée en tant que l'une des principales animatrices de la grève générale de février-mars 2009 : « *Matinik sé ta nou, Matinik a pa ta yo, an band bèké volè, nou ké fouté yo dewô!* » Cela signifie : « *La Martinique est à nous, elle n'est pas à eux, une bande de bèkés voleurs, on les mettra dehors* » et c'était l'un des slogans les plus populaires de la grève générale, slogan scandé à maintes reprises par des dizaines de milliers de manifestants durant les 38 jours du mouvement.



Le terme bèké, en Martinique, désigne les gros possédants, la plupart étant blancs et même descendants des anciens propriétaires d'esclaves. Vouloir faire croire que Ghislaine Joachim-Arnaud, dont toute la vie témoigne du combat pour la liberté, la justice sociale notamment, aurait, comme le dit le jugement de 2011, incité à « *la provocation à la discrimination, à la haine ou à la violence* » à l'encontre des bèkés « *en raison de leur origine ou de leur appartenance ou non-appartenance à une ethnie, une nation ou une race déterminée* », c'est vouloir dire que le racisme serait du côté des descendants d'esclaves et non pas du côté des héritiers des propriétaires esclavagistes. C'est le monde à l'envers !

En réalité, c'est tout à fait révélateur du monde des possédants de la Martinique, de la peur qu'ont eue les bèkés et ceux qui les servent devant la colère, le combat des travailleurs et finalement de la grande majorité de la population de l'île.

Alors, bien sûr, ils n'ont pas les moyens de faire passer en jugement des centaines de milliers de manifestants, de grévistes, d'hommes et de femmes, jeunes ou non, qui ont tenu les mêmes propos que Ghislaine Joachim-Arnaud. Mais les possédants veulent se venger de la peur de classe qu'ils ont éprouvée. Et, en la personne de notre camarade, c'est le symbole du combat des travailleurs

## Après la découverte de l'assassin de Toulouse et Montauban

(Communiqué de Nathalie Arthaud)

Seul un psychopathe a pu se livrer aux actes odieux auxquels s'est livré l'individu qui vient d'être retrouvé et neutralisé.

Mais c'est le contexte, c'est le monde dans lequel il vit qui lui a donné la motivation idéologique autour de laquelle s'est cristallisée sa folie.

Le psychopathe aurait sans doute tué, même si l'armée française ne s'était pas livrée à une guerre en Afghanistan; même s'il n'y avait pas périodiquement des enfants palestiniens tués sous les bombes à Gaza; même s'il n'y avait pas le climat délétère provoqué par la course aux déclarations xénophobes et sécuritaires entre la droite au pouvoir et l'extrême droite.

Mais il arrive que les

haines suscitées par une guerre de brigandage dans un lieu éloigné de la planète reviennent ici en France et tuent des innocents.

Et, à en juger par les réactions des différents candidats après la neutralisation de l'assassin, l'instrumentalisation électorale par les uns et par les autres, la réaction en particulier de la candidate de l'extrême droite réclamant la guerre contre le fondamentalisme islamique et des mesures sécuritaires et reparlant de la peine de mort, je persiste à penser qu'il n'est pas question de participer à une quelconque « union nationale » avec tous ces gens.

**Nathalie Arthaud, le mercredi 21 mars à 12 heures**

pour une Martinique et une société débarrassées des exploités de tout poil que les nantis cherchent à atteindre.

C'est un jugement de classe contre les travailleurs et les pauvres de Martinique, et en faveur des riches, des possédants, les bèkés, qui a été rendu en première instance. C'est pourquoi notre camarade et ses avocats ont fait appel.

Le 16 mars, à la Bourse du travail de Paris, deux animateurs de la CGTM et du comité de soutien à notre camarade, une de ses avocates, ainsi qu'un représentant de la CGT venu apporter le soutien de la Confédération et de Bernard

Thibault, ont tenu une conférence de presse. Tous ont souligné le caractère politique, de classe, de ce procès, le fait qu'il oppose deux camps: celui des travailleurs à celui des possédants, les bèkés, et la nécessité de tout faire pour que la cause des opprimés ne soit pas une nouvelle fois bafouée en justice.

Le Comité de soutien à Ghislaine Joachim-Arnaud, la CGTM ainsi que Combat Ouvrier appellent « *les exploités noirs et de toutes couleurs* » à venir manifester devant la cour d'appel de Fort-de-France, à Tartenson, jeudi 29 mars à 8 heures. Lutte Ouvrière s'associe totalement à cet appel.

## • Guadeloupe

# Tous en grève, tous à la manifestation le 27 mars !

En divers endroits et entreprises de Guadeloupe, les travailleurs sont en lutte: dans l'énergie, comme à la centrale géothermique de Bouillante et à celle du Moule, à WSG Le Câble en grève depuis le 13 mars, chez les postiers de Sainte-Rose, parmi les municipaux de Goyave en grève depuis douze semaines, chez les employés des crèches dont certains ne sont pas payés depuis des mois à Pointe-à-Pitre.

D'autres travailleurs encore « *se préparent à la lutte au sein de leur entreprise* »,

écrivent nos camarades de l'organisation communiste révolutionnaire antillaise Combat Ouvrier dans un tract d'appel à faire grève le 27 mars dans toute la Guadeloupe, tract daté du 17 mars, que voici.

« Une journée de grève générale avec manifestation de rue a été annoncée par LKP et les syndicats qui le composent, c'est-à-dire pratiquement l'ensemble des syndicats de la Guadeloupe.

Combat Ouvrier appelle aussi à la mobilisation pour cette journée du 27, car il s'agit d'une journée de lutte et dont les principales revendications

sont pleinement justifiées:

- baisse des prix,
- application de toutes les dispositions de l'accord Bino sur les 200 euros,
- respect des accords du 4 mars 2009,
- maintien en service des hôpitaux de Marie-Galante, de Capesterre,
- arrêt de la casse des services publics, et notamment dans la santé avec la dégradation de l'offre de soins au CHU.

Oui, avec la crise, la situation ne cesse de s'aggraver pour le pouvoir d'achat des travailleurs. Le coût de la vie ne cesse d'augmenter. Les récentes augmentations des prix des

carburants ne font qu'aggraver les choses. Le chômage s'accroît. Les salaires sont gelés. Le gouvernement et les capitalistes puisent dans nos poches pour nous faire payer la dette de l'État, et tout augmente: loyers, assurances, mutuelles, TVA, produits de première nécessité, et tout à l'avenant.

La précarité de l'emploi devient peu à peu la règle partout. Des milliers de jeunes connaîtront cette précarité à vie, si la lutte n'y met pas un terme.

Et par-dessus le marché les licenciements ou ceux qui sont programmés deviennent plus nombreux, notamment à Nouvelles Frontières, dans l'hôtellerie (Club Med), dans la banane,

à l'Office national des forêts, à Espace cuisine, au Câble (télévision) et ailleurs.

Face à une telle situation, il faut absolument une mobilisation massive et générale des travailleurs face au patronat et au gouvernement.

Les travailleurs de plusieurs entreprises sont déjà en lutte, certains depuis plusieurs semaines. Il faut les soutenir et aussi s'inspirer de l'exemple de combativité qu'ils donnent. (...)

Le 27 donc faisons la grève, et mobilisons-nous aussi massivement dans la rue!

Manifestation à 9h devant le Palais de la Mutualité à Pointe-à-Pitre!